Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale" n. 335 del 9 dicembre 1977

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — ROMA - Venerdì, 9 dicembre 1977 — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 6540139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

LEGGE 3 dicembre 1977, n. **885.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo per l'istituzione di un Fondo internazionale di sviluppo agricolo (FISA), con allegati, aperto alla firma a New York il 20 dicembre 1976.

LEGGI E DECRETI

LEGGE 3 dicembre 1977, n. **885.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo per l'istituzione di un Fondo internazionale di sviluppo agricolo (FISA), con allegati, aperto alla firma a New York il 20 dicembre 1976.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo per l'istituzione di un Fondo internazionale di sviluppo agricolo (FISA), con allegati, adottato a Roma il 13 giugno 1976 e aperto alla firma a New York il 20 dicembre 1976.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 13, sezione 3, dell'accordo stesso.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 3 dicembre 1977

LEONE

ANDREOTTI — FORLANI — BONIFACIO —
MORLINO — STAMMATI — MARCORA

Visto, *il Guardasigilli:* BONIFACIO

ACCORD PORTANT CREATION DU FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

PREAMBULE

Reconnaissant que la persistance du problème alimentaire mondial touche durement une grande partie de la population des pays en développement et compromet les valeurs et les principes les plus fondamentaux qui vont de pair avec le droit à la vie et la dignité de l'homme;

Considérant qu'il faut améliorer les conditions de vie dans les pays en développement et promouvoir le progrès socio-économique dans le contexte des priorités et des objectifs desdits pays, en tenant dûment compte à la fois des avantages économiques et des avantages sociaux;

Tenant compte du fait que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a pour responsabilité, au sein du système des Nations Unies, d'aider les pays en développement qui s'efforcent d'accroître leur production alimentaire et agricole, et qu'elle a la compétence technique et l'expérience requises dans ce domaine;

Ayant conscience des buts et objectifs de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, et spécialement de la nécessité d'étendre à tous les avantages de l'assistance;

Ayant présent a l'esprit le paragraphe *f*) de la deuxième partie (« Alimentation ») de la section I de la résolution 3202 (S-VI) de l'Assemblée générale relative au Programme d'action concernant l'instauration d'un nouvel ordre economique international;

Ayant egalement présentes à l'esprit la nécessité de réaliser des transferts de technologie pour assurer le développement de l'alimentation et de l'agriculture, ainsi que la section V (« Alimentation et agriculture ») de la résolution 3362 (S-VII) de l'Assemblée générale relative au développement et à la coopération économique internationale, et notamment le paragraphe 6 de ladite section concernant la création d'un Fonds international de développement agricole;

Rappelant le paragraphe 13 de la resolution 3348 (XXIX) de l'Assemblée générale, ainsi que les résolutions I et II de la Conférence mondiale de l'alimentation concernant les objectifs et stratégies de production alimentaire, et les priorités du développement agricole et rural;

Rappelant la résolution XIII de la Conférence mondiale de l'alimentation, laquelle a reconnu:

i) Qu'il est necessaire l'augmenter substantiellement les investissements agricoles pour accroître la production alimentaire et agricole dans les pays en développement;

ii) Que tous membres de la communauté internationale sont solidairement tenus d'assurer des disponibilités alimentaires suffisantes et leur utilisation rationnelle; et

iii) Que les perspectives de la situation alimentaire mondiale exigent des mesures urgentes et coordonnées de la part de tous les pays;
et a décidé:

Qu'il faudrait créer immédiatement un Fonds international de développement agricole pour financer des projets agricoles principalement axés sur la production alimentaire dans les pays en développement;

Les Parties Contractantes conviennent de créer un Fonds international de développement agricole qui sera régi par les dispositions suivantes:

ARTICLE PREMIER.

(Définitions).

A moins que le contexte ne s'y oppose, les termes dont la liste suit ont, aux fins du présent Accord, le sens indiqué ci-après:

a) le terme « Fonds » désigne le Fonds international de développement agricole;

b) l'expression « production alimentaire » désigne la production d'aliments, y compris les produits de la pêche et de l'élevage;

c) le terme « Etat » désigne tout Etat, ou tout groupement d'Etats remplissant les conditions requises pour être admis comme Membre du Fonds en vertu de la section 1 *b)* de l'article 3;

d) l'expression « monnaie librement convertible » désigne:

i) la monnaie d'un Membre que le Fonds juge, après avoir consulté le Fonds monétaire international, d'une convertibilité suffisante en monnaies d'autres Membres aux fins de ses opérations; ou

ii) la monnaie d'un Membre que celui-ci accepte, à des conditions jugees satisfaisantes par le Fonds, d'echanger contre les devises d'autres Membres aux fins des opérations du Fonds.

Dans le cas d'un Membre qui est un groupement d'Etats, l'expression « la monnaie d'un Membre » désignè la monnaie de l'un quelconque des Etats constituant ledit groupement;

e) le terme « gouverneur » désigne une personne chargée par un Membre d'être son principal représentant à une session du Conseil des gouverneurs;

f) l'expression « suffrages exprimés » désigne les voix pour et les voix contre.

ARTICLE 2.

(Objectif et fonctions).

L'objectif du Fonds est de mobiliser et de fournir à des conditions de faveur des ressources financières supplémentaires pour le développement agricole des Etats Membres en développement. En vue de cet objectif, le Fonds fournit des moyens financiers, principalement pour des projets ed programmes visant expressément à créer, développer ou améliorer des sistèmes de production alimentaire et à renforcer les politiques et institutions connexes dans le cadre des priorités et stratégies nationales, compte tenu de la nécessité d'accroître cette production dans les plus pauvres des pays à déficit alimentaire, du potentiel d'accrois-

sement de la production alimentaire dans d'autres pays en développement et de l'importance d'améliorer le niveau nutritionnel et les conditions de vie des populations les plus pauvres des pays en développement.

ARTICLE 3.

(*Membres*).

Section 1. — *Admission.*

a) Peut devenir Membre du Fonds tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies ou membre d'une de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

b) Peut également devenir Membre du Fonds tout groupement d'Etats auquel ses membres ont délégué des pouvoirs dans des domaines de la compétence du Fonds et qui est capable de remplir toutes les obligations d'un Membre du Fonds.

Section 2. — *Membres originaires et membres non originaires.*

a) Sont Membres originaires du Fonds les Etats énumérés à l'Annexe I - partie intégrante du present Accord - qui deviennent parties au present Accord conformément a la section 1 *b*) de l'article 13.

b) Les Membres non originaires du Fonds sont les autres Etats qui, apres approbation par le Conseil des gouverneurs de leur admission comme Membres, deviennent parties au present Accord conformément à la section 1 *c*) de l'article 13.

Section 3. — *Classement des Membres.*

a) Les membres originaires sont classés dans l'une des trois catégories I, II ou III indiquées à l'Annexe I du present Accord. Les Membres non originaires sont classés par le Conseil des gouverneurs a la majorité des deux tiers du nombre total des voix au moment de l'approbation de leur admission comme Membres, sous reserve de leur agrement.

b) Le classement d'un Membre peut être modifié par le Conseil des gouverneurs, sous réserve de l'agrément dudit Membre, a la majorité des deux tiers du nombre total des voix.

Section 4. — *Limitation de responsabilité.*

Nul Membre n'est responsable, en raison de sa qualité de Membre, des actes ou des obligations du Fonds.

ARTICLE 4.

(*Ressources*).

Section 1. — *Ressources du Fonds.*

Les ressources du Fonds sont les suivantes:

i) Contributions initiales;
ii) Contributions supplémentaires;
iii) Contributions spéciales d'Etats non membres et d'autres sources;
iv) Ressources provenant des opérations du Fonds ou d'autres sources.

Section 2. — *Contributions initiales.*

a) Chaque Membre originaire de la catégorie I ou II contribue, et tout Membre originaire de la catégorie III peut contribuer, aux ressources initiales du Fonds en versant le montant libellé dans la monnaie stipulée dans l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposé par ledit Etat conformément aux dispositions de la section 1 *b*) de l'article 13.

b) Chaque Membre non originaire de la catégorie I ou II contribue, et tout Membre non originaire de la catégorie III peut contribuer, aux ressources initiales du Fonds en versant un montant convenu entre le Conseil des gouverneurs et ledit Membre au moment de l'approbation de son admission comme Membre.

c) La contribution initiale de chaque Membre est exigible et payable comme prévu à la section 5 *b*) et *c*) du présent article, soit sous la forme d'un versement unique, soit en trois annuités égales, au choix du Membre. Le versement unique ou la première annuité sont dus le trentième jour suivant la date d'entrée en vigueur du present Accord pour ledit Membre; dans le cas de versements par annuités, la deuxième et la troisième annuités sont dues le premier et le deuxième anniversaires de la date à laquelle la première annuité était due.

Section 3. — *Contributions supplémentaires.*

Afin d'assurer la continuité des opérations du Fonds, le Conseil des gouverneurs détermine périodiquement, aux intervalles qu'il juge appropriés, si les ressources dont le Fonds dispose sont suffisantes, et il le fait pour la première fois trois ans au plus tard après le début des opérations du Fonds. S'il le juge alors nécessaire ou souhaitable, le Conseil des gouverneurs peut inviter les Membres à verser au Fonds des contributions supplémentaires selon des modalités et à des conditions compatibles avec les dispositions de la section 5 du présent article. Les décisions au titre de la présente section sont prises à la majorité des deux tiers du nombre total des voix.

Section 4. — *Augmentation de contributions.*

Le Conseil des gouverneurs peut autoriser à tout moment un Membre à accroître le montant de l'une quelconque de ses contributions.

Section 5. — *Conditions régissant les contributions.*

a) Les contributions sont versées sans restriction quant à leur utilisation et ne sont remboursées aux Membres contribuants que conformément à la section 4 de l'article 9.

b) Les contributions sont versées en monnaies librement convertibles, étant entendu que les Membres de la catégorie III peuvent verser leurs contributions dans leur propre monnaie, qu'elle soit ou non librement convertible.

c) Les contributions au Fonds sont versées en espèces ou, jusqu'à concurrence d'un montant qui n'est pas immédiatement nécessaire aux opérations du Fonds, sous forme de bons ou obligations non négociables, irrévocables et ne portant pas intérêts, payables à vue. Pour financer ses opérations, le Fonds utilise toutes les contributions, sous quelque forme qu'elles aient été faites, de la manière suivante:

i) Les contributions sont utilisées au prorata de celles-ci, à des intervalles raisonnables, selon les décisions du Conseil d'administration;

ii) Dans les cas où une partie seulement d'une contribution est versée en espèces, c'est cette partie qui est utilisée, comme prévu à l'alinéa i), avant le reste de la contribution. Sauf dans la mesure où ladite partie versée est ainsi utilisée, le Fonds peut en faire le dépôt ou le placement de façon à lui faire produire des revenus qui contribuent à couvrir ses dépenses d'administration et revenus qui contribuent à couvrir ses dépenses d'administration et autres frais;

iii) Les contributions initiales, y compris toutes augmentation, sont utilisées avant les contributions supplémentaires. La même règle s'applique aux futures contributions supplémentaires.

Section 6. — *Contributions spéciales.*

Les ressources du Fonds peuvent être accrues par des contributions spéciales d'Etats non membres ou d'autres sources selon de modalités et à des conditions qui sont compatibles avec la section 5 du présent article et qui sont approuvées par le Conseil des gouverneurs sur recommandation du Conseil d'administration.

ARTICLE 5.

(*Monnaies*).

Section 1. — *Utilisation des monnaies.*

a) Les Membres ne maintennent ni n'imposent aucune restriction à la détention ou à l'utilisation par le Fonds des monnaies librement convertibles.

b) La monnaie qu'un Membre de la catégorie III verse au Fonds au titre de sa contribution initiale ou de ses contributions supplémentaires peut être utilisée par le Fonds, en consultation avec ledit Membre, pour régler les dépenses d'administration ou autres que le Fonds a engagées dans les territoires du Membre en question ou, avec l'agrément de ce dernier, pour payer des biens ou services produits dans ses territoires et nécessaires aux activités financés par le Fonds dans d'autres Etats.

Section 2. — *Evaluation des monnaies.*

a) L'unité de compte du Fonds est le droit de tirage spécial du Fonds monétaire international.

b) Aux fins du présent Accord, la valeur d'une monnaie en droits de tirage spéciaux est calculée suivant la méthode d'évaluation appliquée par le Fonds monétaire international, sous réserve que:

i) Dans le cas de la monnaie d'un membre du Fonds monétaire international pour laquelle une telle évaluation n'est pas couramment disponible, sa valeur soit calculée après consulté le Fonds monétaire international;

ii) Dans le cas de la monnaie d'un Etat qui n'est pas membre du Fonds monétaire international, sa valeur en droits de tirage spéciaux soit calculée par le Fonds sur la base d'un taux de change approprié entre ladite monnaie et celle d'un membre du Fonds monétaire international dont la valeur est calculée comme il est prévu ci-dessus.

ARTICLE 6.

(*Organisation et administration*).

Section 1. — *Structure du Fonds.*

Le Fonds est doté:

a) D'un Conseil des gouverneurs;

b) D'un Conseil d'administration;

c) D'un Président et du personnel nécessaire au Fonds pour s'acquitter de ses fonctions.

Section 2. — *Conseil des gouverneurs.*

a) Chaque Membre est representé au Conseil des gouverneurs et nomme un gouverneur et un suppléant. Un suppléant ne peut voter qu'en l'absence du titulaire.

b) Tous les pouvoirs du Fonds sont dévolus au Conseil des gouverneurs.

c) Le Conseil des gouverneurs peut déléguer au Conseil d'administration un quelconque de ses pouvoirs, à l'exception des pouvoirs ci-après:

i) Adopter des amendements au présent Accord;

ii) Approuver l'admission de Membres et déterminer le classement ou le reclassement des Membres;

iii) Suspendre un Membre;

iv) Mettre fin aux operations du Fonds et en répartir les avoirs;

v) Statuer sur les recours formés contre les décisions prises par le Conseil d'administration concernant l'interprétation ou l'application du present Accord;

vi) Fixer la remuneration du Président.

d) Le Conseil des gouverneurs tient une session annuelle et toute session extraordinaire qui peut être décidée par lui, convoquee par des Membres disposant d'un quart au moins du nombre total des voix au Conseil des gouverneurs ou demandée par le Conseil d'administration à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

e) Le Conseil des gouverneurs peut instituer, par voie de règlement, une procédure permettant au Conseil d'administration d'obtenir du Conseil des gouverneurs sans qu'il se reunisse, un vote sur une question déterminée.

f) Le Conseil des gouverneurs peut, a la majorité des deux tiers du nombre total des voix, adopter les regles ou reglements compatibles avec le present Accord qui apparaîtraient appropriés a la conduite des affaires du Fonds.

g) Le quorum à toute réunion du Conseil des gouverneurs est constitué par un nombre de gouverneurs disposant des deux tiers du nombre total des voix de tous ses membres, sous reserve que soient presents des gouverneurs disposant de la moitié du nombre total des voix des Membres de chacune des catégories I, II et III.

Section 3. — *Vote au Conseil des gouverneurs.*

a) Le Conseil des gouverneurs dispose au total de 1.800 voix réparties également entre les catégories I, II et III. Les voix dont dispose chaque catégorie sont réparties entre ses membres selon les modalités

exposées pour ladite catégorie à l'Annexe II, qui fait partie intégrante du présent Accord.

b) Sauf dispositions contraires du présent Accord, les décisions du Conseil des gouverneurs sont prises à la majorité simple du nombre total des voix.

Section 4. — *Président du Conseil des gouverneurs.*

Le Conseil des gouverneurs élit parmi les gouverneurs un Président pour un mandat de deux ans.

Section 5. — *Conseil d'administration.*

a) Le Conseil d'administration comprend 18 Membres du Fonds, élus a la session annuelle du Conseil des gouverneurs. Le gouverneurs des Membres de chaque catégorie élisent, conformément aux procedures définies ou établies selon les modalités prévues à l'Annexe II pour ladite catégorie, six membres du Conseil d'administration parmi les Membres de leur catégorie, et peuvent également élire (ou, en ce qui concerne la catégorie I, prendre des dispositions en vue de nommer) au maximum six suppléants, lesquels ne peuvent voter qu'en l'absence d'un membre.

b) Les membres du Conseil d'administration sont élus pour une durée de trois ans. Toutefois, a moins que l'Annexe II n'en dispose autrement ou conformément aux termes de cette Annexe, deux membres de chaque catégorie recevront un mandat d'un an et deux autres un mandat de deux ans lors de la première élection.

c) Le Conseil d'administration assure la conduite des opérations générales du Fonds et exerce à cet effet les pouvoirs qui lui sont conférés par le présent Accord ou délégués par le Conseil des gouverneurs.

d) Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'exigent les affaires du Fonds.

e) Les representants d'un membre ou d'un membre suppléant du Conseil d'administration remplissent leurs fonctions sans rémunération du Fonds. Toutefois, le Conseil des gouverneurs peut décider des bases sur lesquelles des indemnités raisonnables pour frais de voyage et de subsistance peuvent être accordées à un représentant de chaque membre et de chaque suppléant.

f) Le quorum à toute réunion du Conseil d'administration est constitué par un nombre de membres disposant des deux tiers du nombre total des voix de tous ses membres, sous reserve que soient presents des membres disposant de la moitié du nombre total des voix des membres de chacune des catégories I, II et III.

Section 6. — *Vote au Conseil d'administration.*

a) Le Conseil d'administration dispose au totale de 1.800 voix, réparties également entre les catégories I, II et III. Les voix dont dispose chaque catégorie sont reparties entre ses membres selon les modalités exposees pour ladite catégorie à l'Annexe II.

b) Sauf dispositions contraires du présent Accord, les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des trois cinquiemes des suffrages exprimés, à condition que cette majorité représente plus de la moitié du nombre total des voix dont dispose l'ensemble des membres du Conseil d'administration.

Section 7. — *Président du Conseil d'administration.*

Le Président du Fonds est Président du Conseil d'administration, aux réunions duquel il participe sans droit de vote.

Section 8. — *Président et personnel du Fonds.*

a) Le Conseil des gouverneurs nomme le Président à la majorité des deux tiers du nombre total des voix. Le Président est nommé pour une durée de trois ans et son mandat ne peut être renouvelé qu'une fois. Le Conseil des gouverneurs peut mettre fin au mandat du Président par décision prise à la majorité des deux tiers du nombre total des voix.

b) Le Président peut nommer un Vice-Président et le charge de s'acquitter des tâches qu'il lui confie.

c) Le Président dirige le personnel du Fonds et, sous le contrôle et la direction du Conseil des gouverneurs et du Conseil d'administration, assure la conduite des affaires du Fonds. Le Président organise les services du personnel, et il nomme ou licencie les membres du personnel conformément aux règles fixées par le Conseil d'administration.

d) Dans le recrutement du personnel et la fixation des conditions d'emploi, on prendra en considération tant nécessité d'assurer les services de personnes possédant les plus hautes qualités de travail, de competence et d'intégrité que l'importance de respecter le critère de la distribution géographique équitable.

e) Dans l'exercice de leurs fonctions, le Président et les membres du personnel relèvent exclusivement de l'autorité du Fonds et ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucune autorité extérieure au Fonds. Chaque Membre du Fonds s'engage à respecter le caractère international de ces fonctions et à s'abstenir de faire quoi que ce soit pour influencer le Président ou les membres du personnel dans l'accomplissement de leurs tâches.

f) Le Président et les membres du personnel n'interviennent dans les affaires politiques d'aucun Membre. Leurs décisions ne reposent que sur des considérations impartiales de politique de développement visant a atteindre l'objectif pour lequel le Fonds a eté créé.

g) Le Président est le représentant légal du Fonds.

h) Le Président ou un representant désigné par lui peut participer sans droit de vote à toute les reunions du Conseil des gouverneurs.

Section 9. — *Siège du Fonds.*

Le Conseil des gouverneurs détermine a la majorité des deux tiers du nombre total des voix le siege permanent du Fonds. Le Fonds a provisoirement son siège à Rome.

Section 10. — *Budget administratif.*

Le Président élabore un budget administratif annuel qu'il soumet au Conseil d'administration, lequel le transmet au Conseil des gouverneurs pour approbation a la majorité des deux tiers du nombre total des voix.

Section 11. — *Publication de rapports et communication d'informations.*

Le Fonds publie un rapport annuel contenant un etat vérifié de ses comptes et, à intervalles appropriés, un état récapitulatif de sa

situation financière et des résultats de ses opérations. Chaque Membre reçoit communication d'une copie des rapports, états, et pubblications produits au titre de la présente section.

ARTICLE 7.

(*Opérations*).

Section 1. — *Utilisation des ressources et conditions de financement.*

a) Le Fonds utilise ses ressources aux fins de l'objectif énoncé à l'article 2.

b) Le Fonds n'accorde de moyens financiers qu'aux Etats en développement qui sont Membres du Fonds ou à des organisations intergouvernamentales aux travaux desquelles ces Membres participent. En cas de prêt à une organisation intergouvernamentale, le Fonds peut requérir une garantie gouvernamentale ou d'autre formes de garantie.

c) Le Fonds prend des dispositions pour s'assurer que les ressources provenant de tout financement sont utilisées exclusivement aux fins auxquelles ledit financement a eté accordé, compte dûment tenu des considérations d'économie, d'efficacité et de justice sociale.

d) Pour l'affectation de ses ressources, le Fonds s'inspire des priorités suivantes:

i) Nécessité d'accroître la production alimentaire et d'améliorer le niveau nutritionnel des populations les plus pauvres dans les plus pauvres des pays a déficit alimentaire;

ii) Potentiel d'accroissement de la production alimentaire dans d'autres pays en développement. De même, une importance particulière sera attachée à l'amélioration du niveau nutritionnel des populations les plus pauvres de ces pays et de leurs conditions de vie.

Dans le cadre des priorités susmentionnées, l'octroi de l'aide est fonction de critères économiques et sociaux objectifs, une place particulière etant faite aux besoins des pays à faible revenu ainsi qu'à leur potentiel d'accroissement de la production alimentaire, et compte etant en outre dûment tenu du principe d'une repartition géographique equitable des ressources en question.

e) Sous réserve des dispositions du present Accord, l'octroi d'un financement par le Fonds est regi par les politiques generales, critères et reglements adoptés de temps a autre par le Conseil des gouverneurs a la majorité des deux tiers du nombre total des voix.

Section 2. — *Modalités et conditions du financement.*

a) Le Fonds accorde des moyens financiers sous forme de dons et de prêts, suivant des modalités et a des conditions qu'il juge appropriées, eu égard à la situation et aux perspectives économiques du Membre ainsi qu'à la nature et aur exigences de l'activité envisagée.

b) Le Conseil d'administration fixe de temps a autre la proportion des ressources du Fonds a engager durant tout exercice pour financer des operations sous chacune des formes indiquées au paragraphe *a*), en tenant dûment compte de la viabilité a long terme du Fonds et de la nécessité d'assurer la continuité de ses opérations. La proportion des dons ne doit normalement pas dépasser le

huitième des ressources engagées durant tout exercice. Une forte proportion des prêts est consentie à des conditions particulièrement favorables.

c) Le Président soumet projets et programmes au Conseil d'administration pour examen et approbation.

d) Le Conseil d'administration prend les décisions relatives à la sélection et à l'approbation des projets et programmes sur la base des politiques générales, critères et règlements adopté par le Conseil des gouverneurs.

e) En ce qui concerne l'examen des projets et programmes qui lui sont soumis aux fins de financement, le Fonds fait appel en règle génerale aux services d'institutions internationales et peut, le cas echéant, recourir aux services d'autres organismes compétents spécialisés. Ces institutions et organismes sont choisis par le Conseil d'administration' après consultation avec le bénéficiaire et relèvent directement du Fonds dans leur mission d'examen.

f) L'accord est conclu, pour chaque prêt, entre le Fonds et le bénéficiaire, ce dernier étant responsable de l'exécution du projet ou programme convenu.

g) Le Fonds confie l'administration des prêts à des institutions internationales compétentes afin que celles-ci procedent au déboursement des fonds provenant de chaque prêt ainsi qu'à la surveillance de l'exécution du projet ou programme convenu. Ces institutions, à caractère mondial ou régional, sont sélectionnées dans chaque cas avec l'approbation du bénéficiaire. Avant de soumettre un prêt à l'approbation du Conseil d'administration, le Fonds s'assure que l'institution a laquelle cette surveillance est confiée souscrit aux résultats de l'examen dudit projet ou programme. Les dispositions nécessaires à cet effet sont prises par accord entre le Fonds et l'institution ou l'organisme chargé de l'examen, d'une part, et l'institution à laquelle sera confiée la surveillance, d'autre part.

h) Aux fins des paragraphes *f*) et *g*), toute référence a un « prêt » s'applique également à « don ».

i) Le Fonds peut ouvrir à un organisme national de développement une ligne de crédit lui permettant de consentir et d'administrer des prêts subsidiaires en vue de financer des projets et programmes conformement aux stipulations du prêt et aux modalités établies par le Fonds. Avant que le Conseil d'administration approuve l'ouverture d'une telle ligne de crédit, l'organisme national de développement et son programme sont examinées en conformité des dispositions du paragraphe *e*). L'exécution dudit programme est soumise à la surveillance des institutions choisies conformément aux dispositions du paragraphe *g*).

j) En ce qui concerne l'achat de biens et services a financer a l'aide des ressources du Fonds, le Conseil d'administration adopte des reglements appropriés qui, en règle générale, sont conformes aux principes des appels d'offre internationaux et donnent la préférence appropriée aux experts, techniciens et fournitures de pays en développement.

Section 3. — *Opérations diverses.*

Outre les opérations spécifiées dans d'autres parties du présent Accord, le Fonds peut entreprendre toutes activités accessoires et exercer, dans le cadre de ses opérations, tous pouvoirs nécessaires pour atteindre son objectif.

ARTICLE 8.

(*Relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations, institutions et organismes*).

Section 1. — *Relations avec l'Organisation des Nations Unies.*

Le Fonds entamera des négociations avec l'Organisation des Nations Unies en vue de conclure un accord le reliant à l'Organisation des Nations Unies comme l'une des institutions spécialisées visées à l'Article 57 de la Charte des Nations Unies. Tout accord conclu conformément à l'Article 63 de la Charte doit être approuvé par le Conseil des gouverneurs, à la majorité des deux tiers du nombre total des voix, sur la recommandation du Conseil d'administration.

Section 2. — *Relations avec d'autres organisations, institutions et organismes.*

Le Fonds coopère étroitement avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et avec les autres organismes des Nations Unies. De même, il coopère étroitement avec d'autres organisations intergouvernamentales, des institutions financières internationales, des organisations non gouvernementales et des organismes gouvernementaux s'occupant de développement agricole. A cette fin, le Fonds recherche, dans ses activités, la collaboration de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et des autres organismes sunsmentionnés, et, sur décision du Conseil d'administration, peut conclure des accords ou établir des relations de travail avec lesdits organismes.

ARTICLE 9.

(*Retrait, suspension des Membres et cessation des opérations*).

Section 1. — *Retrait.*

a) Hormis le cas prévu à la section 4 *a*) du présent article, tout Membre peut se retirer du Fonds en déposant un instrument de dénonciation du présent Accord auprès du Depositaire.

b) Le retrait d'un Membre prend effet à la date indiquée dans son instrument de dénonciation, mais en aucun cas moins de six mois après le dépôt dudit instrument.

Section 2. — *Suspension.*

a) Si un Membre manque à l'une quelconque de ses obligations envers le Fonds, le Conseil des gouverneurs, statuant à la majorité des trois quarts du nombre total des voix, peut le suspendre de sa qualité de Membre du Fonds. Le Membre ainsi suspendu cesse automatiquement d'être Membre un an après la date de sa suspension, à moins que le Conseil ne décide à la même majorité du nombre total des voix de le rétablir dans cette qualité.

b) Durant sa suspension, un Membre ne peut exercer aucun des droits conférés par le présent Accord, hormis le droit de retrait, mais il reste soumis a toutes ses obligations.

Section 3. — *Droits et obligations des Etats qui cessent d'être Membres.*

Lorsqu'un Etat cesse d'être Membre du fait de son retrait ou en application des dispositions de la section 2 du présent article, il n'a aucun des droits conférés par le présent Accord, hormis ceux qui sont prévus à la présente section ou à la section 2 de l'article 11, mais il demeure lié par toutes les obbligations financières qu'il a contractées envers le Fonds, en qualité de Membre, d'emprunteur ou à tout autre titre.

Section 4. — *Cessation des opérations et répartition des avoirs.*

a) Le Conseil des gouverneurs peut mettre fin aux opérations du Fonds à la majorité des trois quarts du nombre total des voix. Une fois votée cette cessation des opérations, le Fonds met immédiatement fin à toutes ses activités, hormis celles qui se rapportent à la réalisation méthodique et à la conservration de ses avoirs ainsi qu'au règlement de ses obligations. Jusqu'au règlement definitif desdites obligations et à la répartition desdits avoirs, le Fonds reste en existence, et tous les droits et obligations mutuels du Fonds et de ses Membres en vertu du présent Accord demeurent intacts; toutefois, nul Membre ne peut être suspendu ni se retirer.

b) Il ne sera pas effectué de répartition entre les Membres avant que toutes les obligations envers les créanciers aient été réglées ou que les dispositions nécessaires à leur règlement aient été prises. Le Fonds répartira ses avoirs entre les Membres contribuants au prorata de la contribution de chacun d'eux aux ressources du Fonds. Cette répartition sera décidée par le Conseil des gouverneurs à la majorité des trois quarts du nombre total des voix et s'effectuera aux dates et dans les monnaies ou autres avoirs que le Conseil des gouverneurs jugera justes et équitables.

Article 10.

(*Statut juridique, privilèges et immunités*).

Section 1. — *Statut juridique.*

Le Fonds a la personnalité juridique internationale.

Section 2. — *Privilèges et immunités.*

a) Le Fonds jouit sur le territoire de chacun de ses Membres des privilèges et immunités qui lui sont nécessaires pour exercer ses fonctions et atteindre son objectif. Les représentants des Membres, le Président et le personnel du Fonds jouissent des privilèges et immunités qui leur sont nécessaires pour exercer en toute indépendance leurs fonctions en rapport avec le Fonds;

b) Les privilèges et immunités visés au paragraphe *a*) sont:

i) Sur le territoire de tout Membre ayant adhéré, à l'égard du Fonds, à la Convention sur les privilèges et immunités des institutions

spécialisées, ceux définis dans les clauses standard de ladite Convention, modifiées par une annexe approuvée par le Conseil des gouverneurs;

ii) Sur le territoire de tout Membre n'ayant adhéré à la Convention sur les privilèges et immunités des institutions spécialisées qu'à l'égard d'institutions autres que le Fonds, ceux définis dans les clauses standard de ladite Convention, sauf si le Membre notifie au Dépositaire que lesdites clauses ne s'appliquent pas au Fonds ou s'y appliquent sous réserve des modifications indiquées dans la notification;

iii) Ceux définis dans d'autres accords conclus par le Fonds.

c) Lorsqu'un Membre est un groupement d'Etats, celui-ci assure l'application, sur le territoire de tous les Etats constituant le groupement, des privilèges et immunités définis dans le présent article.

Article 11.

(*Interprétation et arbitrage*).

Section 1. *Interprétation.*

a) Toute question d'interprétation ou d'application des dispositions du présent Accord, qui peut se poser entre un Membre et le Fonds ou entre Membres du Fonds, est soumise à la décision du Conseil d'administration. Si la question touche particuliérment un Membre du Fonds non représenté au Conseil d'administration, ce Membre a le droit de se faire représenter conformément à des règles à adopter par le Conseil des gouverneurs.

b) Lorsque le Conseil d'administration a statué conformément aux dispositions du paragraphe *a*), tout Membre peut demander que la question soit portée devant le Conseil des gouverneurs, dont la décision est sans appel. En attendant la décision du Conseil des gouverneurs, le Fonds peut, dans la mesure où le juge necessaire, agir sur la base de la décision du Conseil d'administration.

Section 2. — *Arbitrage.*

Les différends survenant entre le Fonds et un Etat qui a cessé d'être Membre, ou entre le Fonds et un Membre quelconque à la cessation des opérations du Fonds, sont soumis à un tribunal de trois arbitres. L'un des arbitres est nommé par le Fonds, un autre est nommé par le Membre ou ex-Membre intéressé et les deux parties nomment le troisième, qui est president du tribunal. Si, dans les quarante-cinq jours suivant la réception de la demande d'arbitrage, l'une ou l'autre partie n'a pas nommé d'arbitre, ou si, dans les trente jours suivant la nomination des deux arbitres, le troisième arbitre n'a pas été nommé, l'une ou l'autre partie peut demander au Président de la Cour internationale de Justice, ou à telle autre autorité qui aura pu être prescrite dans règlements adoptés par le Conseil des gouverneurs, de nommer un arbitre. La procedure d'arbitrage est fixée par les arbitres, mais le président du tribunal a pleins pouvoirs pour régler toutes les questions de procédure en cas de désaccord à leur sujet. Les arbitres statuent a la majorité; leurs décisions sont sans appel et ont valeur d'obligation pour les parties.

ARTICLE 12.

(*Amendements*).

a) A l'exception de ce qui a trait à l'Annexe II,

i) Toute proposition d'amendement au present Accord formulée par un Membre ou par le Conseil d'administration est communiquée au President, qui en avise tous les Membres. Le Président transmet au Conseil d'administration les propositions d'amendement au présent Accordo formulées par un Membre; le Conseil d'administrations soumet ses recommandations les concernant au Conseil des gouverneurs.

ii) Les amendements sont adoptés par le Conseil des gouverneurs statuant a la majorité des quatre cinquiemes du nombre total des voix. A moins que le Conseil des gouverneurs n'en décide autrement, les amendements entrent en vigueur trois mois aprés leur adoption, etant entendu toutefois que tout amendement tendant à modifier:

A) Le droit de se retirer du Fonds;

B) Les conditions de majorité fixées pour les votes dans le present Accord;

C) La limitation de responsabilité prévue à la section 4 de l'article 3;

D) La procedure d'amendement du présent Accord;

n'entre en viguer que lorsque le Président a reçu par écrit l'assentiment de tous les Membres.

b) Pour ce qui a trait aux diverses parties de l'Annexe II, les amendements sont proposes et adoptés selon les dispositions prevues dans lesdites parties.

c) Le Président notifie immediatement a tous les Membres et au Depositaire les amendements adoptés ainsi que la date a laquelle ils entrent en vigueur.

ARTICLE 13.

(*Dispositions finales*).

Section 1. — *Signature, ratification et acceptation, approbation et adhésion.*

a) Le present Accord sera ouvert au paraphe des Etats énumeres a l'Annexe I dudit Accord lors de la Conférence des Nations Unies sur la creation du Fonds et sera ouvert a la signature des Etats enumeres dans ladite Annexe, au Siège des Nations Unies à New York, dés que les contributions initiales indiquées dans ladite Annexe, qui doivent etre versees en monnaies librement convertibles, atteindront au moins l'équivalent d'un milliard de dollars des Etats-Unis (valeur en vigueur au 10 juin 1976). Si la condition ci-dessus n'a pas eté remplie le 30 septembre 1976, la Commission préparatoire instituée par cette Conférence reunira avant le 31 janvier 1977 les Etats enumeres dans l'Annexe I. Cette reunion pourra, à la majorité des deux tiers de chaque catégorie, reduire le montant specifié ci-dessus: elle pourra aussi stipuler d'autres conditions à l'ouverture du present Accord a la signature.

b) Les Etats signataires peuvent devenir parties au présent Accord en déposant un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation; les Etats non signataires énumérés a l'Annexe I peuvent devenir parties en déposant un istrument d'adhésion. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposés par les Etats de la catégorie I ou de la catégorie II stipuleront le montant de la contribution initiale que l'Etat en cause s'engage à fournir. Les signatures peuvent être apposees et les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposés par lesdits Etats pendant une annee à dater de l'entrée en viguer du présent Accord.

c) Les Etats énumérés à l'Annexe I. qui ne sont pas devenus parties au présent Accord dans un délai d'un an à dater de son entrée en vigueur et les Etats qui ne sont pas énumérés à l'Annexe I peuvent devenir parties au présent Accord par dépôt d'un instrument d'adhésion aprés approbation de leur admission comme Membres par le Conseil des gouverneurs.

Section 2. — *Dépositaire.*

a) Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est le Dépositaire du present Accord.

b) Le Dépositaire enverra les notifications concernant le présent Accord:

i) Pendant une année à dater de son entrée en vigueur, aux Etats énumérés à l'Annexe I, et, aprés la date d'entrée en vigueur, à tous les Etats parties au présent Accord ainsi qu'à ceux dont l'admission comme Membres aura été approuvée par le Conseil des gouverneurs;

ii) A la Commission préparatoire établie par la Conférence des Nations Unies sur la création du Fonds, pendant toute la durée de son existence, et par la suite au Président.

Section 3. — *Entrée en vigueur.*

a) Le présent Accord entrera en vigueur dés que le Dépositaire aura reçu des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposés par au moins six Etats de la catégorie I, six Etats de la catégorie II et 24 Etats de la catégorie III, à condition que de tels instruments aient été déposés par des Etats des catégories I et II dont les contributions initiales, telles qu'elles sont stipulées dans lesdits instruments, representent au total et au minimum l'equivalent de 750 millions de dollars des Etats-Unis (valeur en vigueur au 10 juin 1976), et pour autant que les conditions stipulées ci-dessus aient été remplies dans les dix-huit mois suivant la date à laquelle le present Accord serar ouvert à la signature ou à toute date ultérieure que les Etats ayant déposé de tels instruments dans ce délai pourront avoir fixée, à la majorité des deux tiers des Membres de chaque catégorie, et notifiée au Depositaire.

b) Pour les Etats qui déposeront un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion apres l'entrée en vigueur du présent Accord, celui-ci entrera en vigueur à la date dudit depôt.

Section 4. — *Réserves.*

Des reserves ne peuvent être formulées qu'à l'égard de la section 2 de l'article 11 du present Accord.

Section 5. — *Textes faisant foi.*

Le présent Accord est rédigé en anglais, arabe, espagnol et français, chaque version faisant également foi.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord en un seul exemplaire en langues anglaise, arabe, espagnole et française.

(*L'Accordo, ai sensi dell'articolo 13, Sezione 1* a), *è aperto alla firma degli Stati elencati nell'Allegato I*).

ANNEXE I.

Première partie – Pays pouvant devenir Membres originaires.

CATÉGORIE I:

Allemagne (Rép. féd. d')
Australie
Autriche
Belgique
Canada
Danemark
Espagne
Etats-Unis d'Amérique
Finlande
France
Irlande
Italie
Japon
Luxembourg
Norvège
Nouvelle-Zélande
Pays-Bas
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Suède
Suisse

CATÉGORIE II:

Algérie
Arabie Saoudite
Emirats arabes unis
Gabon
Indonésie
Irak
Iran
Koweït
Nigéria
Qatar
République arabe libyenne
Venezuela

CATÉGORIE III:

Argentine
Bangladesh
Bolivie
Botswana
Brésil

Cap-Vert
Chili
Colombie
Congo
Costa Rica
Cuba
Egypte
El Salvador
Equateur
Ethiopie
Ghana
Grèce
Guatemala
Guinée
Haïti
Honduras
Inde
Israël (1)
Jamaïque
Kenya
Libéria
Mali
Malte
Maroc
Mexique
Nicaragua
Ouganda
Pakistan
Panama
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Pérou
Philippines
Portugal
Republique arabe syrienne
République de Corée
République Dominicaine
Republique-Unie du Cameroun
République-Unie de Tanzanie
Roumanie
Rwanda
Sénégal
Sierra Leone
Somalie

---

(1) En ce qui concerne l'article 7, sect. 1 *b)* traitant de l'utilisation des ressources du Fonds en faveur des « pays en développement », ce pays ne sera pas visé par les dispositions de cette section, et ne sollicitera ni ne recevra de moyens financiers du Fonds.

Souaziland
Soudan
Sri Lanka
Tchad
Thaïlande
Tunisie
Turquie
Uruguay
Yougoslavie
Zaïre
Zambie

Suite: ANNEXE I

Deuxième partie - Annonces de contribution initiales (2)

Etats	Unité monétaire	Montant	Equivalent en DTS (3)
CATÉGORIE I:			
Allemagne, Republique fédérale d'	Dollar E.-U.	(a-b) 55.000.000	48.100.525
Australie	Dollar australien	(a) 8.000.000	8.609.840
Autriche	Dollar E.-U.	(a) 4.800.000	4.197.864
Belgique	Franc belge Dollar E.-U.	500.000.000 (a) 1.000.000	11.930.855
Canada	Dollar canadien	(a) 33.000.000	29.497.446
Danemark	Dollar E.-U.	(a) 7.500.000	6.559.163
Espagne	Dollar E.-U.	(c) 2.000.000	1.749.110
Etas-Unis d'Amérique	Dollar E.-U.	200.000.000	174.911.000
Finlande	Mark finlandais	(a) 12.000.000	2.692.320
France	Dollar E.-U.	25.000.000	21.863.875
Irlande	Livre sterling	(a) 570.000	883.335
Italie	Dollar E.-U.	(a) 25.000.000	21.863.875
Japon	Dollar E.-U.	(a) 55.000.000	48.100.525
Luxembourg	DTS	(a) 320.000	320.000
Norvège	Couronne norvégienne Dollar E.-U.	(a) 75.000.000 9.981.851	20.612.228
Nouvelle-Zelande	Dollar néo-zélandais	(a) 2.000.000	1.721.998
Pays-Bas	Florin Dollar E.-U.	100.000.000 3.000.000	34.594.265
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Livre sterling	18.000.000	27.894.780
Suède	Couronne suédoise Dollar E.-U.	100.000.000 3.000.000	22.325.265
Suisse	Franc suisse	(a) 22.000.000	7.720.790
		Total partiel:	469.149.059

(2) Sous réserve de l'approbation législative éventuellement néecessaire.

(3) Droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire internationale sur la base de leur valeur au 10 juin 1976. Ces équivalences sont données uniquement pour information, conformément à la section 2 *a*) de l'article 5 de l'Accord, étant entendu que les contributions initiales annoncées seront payables, conformément aux dispositions de la section 2 *a*) de l'article 4 de l'Accord, au montant et dans la monnaie spécifiés par les Etats.

(a) Payable en trois tranches.

(b) Y compris une contribution supplémentaire de 3 millions de dollars E.-U., annoncée sous réserve des arrangements budgétaires nécessaires pour l'exercise 1977.

(c) Payable en deux tranches.

Suite: ANNEXE I

Etats	Unité monétaire	Montant	Equivalent en DTS (3)
—	—	—	—
CATÉGORIE II:			
Algérie	Dollar E.-U.	10.000.000	8.745.550
Arabie Saoudite .	Dollar E.-U.	105.500.000	92.265.553
Emirats arabes unis	Dollar E.-U.	16.500.000	14.430.158
Gabon	Dollar E.-U.	500.000	437.278
Indonésie . . .	Dollar E.-U.	1.250.000	1.093.194
Irak . .	Dollar E.-U.	20.000.000	17.491.100
Iran . .	Dollar E.-U.	124.750.000	109.100.736
Koweït	Dollar E.-U.	36.000.000	31.483.980
Nigéria . . .	Dollar E.-U.	26.000.000	22.738.430
Qatar . .	Dollar E.-U.	9.000.000	7.870.995
République arabe Libyenne .	Dollar E.-U.	20.000.000	17.491.100
Venezuela .	Dollar E.-U.	66.000.000	57.720.630
		Total partiel:	380.868.704

Suite: ANNEXE I

Etats	Unité monétaire	Montant	Equivalent en DTS (3) Monnaies librement convertibles	Monnaies non librement convertibles
—	—	—	—	—
CATÉGORIE III:				
Argentine . .	Peso argentin	(d) 240.000.000		1.499.237
Bangladesh .	Taka	Equivalent de 500.000 dollars E.-U.		437.278
Chili . . .	Dollar E.-U.	50.000	43.728	
Egypte .	Livre égyptienne	Equivalent de 300.000 dollars E.-U.		262.367
Equateur . .	Dollar E.-U.	25.000	21.864	
Ghana . .	Dollar E.-U.	100.000	87.456	
Guinée .	Syli	(a) 25.000.000		1.012.145
Honduras . .	Dollar E.-U.	25.000	21.864	
Inde	Dollar E.-U.	2.500.000	2.186.388	
	Roupie indienne	Equivalent de 2.500.000 dollars E.-U.		2.186.388
Israël . . .	Livre israélienne	Equivalent de 150.000 (a-e) dollars E.-U.		131.183
Kenya .	Shilling kényen	Equivalent de 1.000.000 dollars E.-U.		874.555
Mexique . .	Dollar E.-U.	5.000.000	4.372.775	
Nicaragua . .	Cordoba	200.000		24.894
Ouganda . .	Shilling ougandais	200.000		20.832
Pakistan	Dollar E.-U.	500.000	437.278	
	Roupie pakistanaise	Equivalent de 500.000 dollars E.-U.		437.278
Philippines .	Dollar E.-U. (f)	(f) 250.000	43.728	174.911

(d) A utiliser sur le territoire argentin pour le paiement de biens et services dont le Fonds a besoin.
(e) Utilisable pour l'assistance technique.
(f) Dont 200.000 dollars E.-U. annoncés sous réserve de confirmation, les modalités de paiement et la monnaie utilisée devant aussi être confirmées. Ce montant a donc été porté provisoirement dans la colonne des monnaies non librement convertibles.

Suite: ANNEXE I

Etats	Unité monétaire	Montant	Equivalent en DTS (3) Monnaies librement convertibles	Equivalent en DTS (3) Monnaies non librement convertibles
—	—	—	—	—
CATÉGORIE III (*suite*):				
République arabe syrienne . . .	Livre syrienne	500.000		111.409
Républiche de Corée . . .	Dollar E.-U.	100.000	87.456	
	Won	Equivalent de 100.000 dollars E.-U.		87.456
République Unie de Tanzanie .	Shilling tanzanien	300.000		31.056
République Unie du Cameroun .	Dollar E.-U.	10.000	8.746	
Roumanie . .	Leu	Equivalent de 1.000.000 dollars E.-U.		874.555
Sierra Leone .	Leone	20.000		15.497
Sri Lanka . .	Dollar E.-U.	500.000	437.278	
	Roupie de Sri L.	Equivalent de 500.000 dollars E.-U.		437.278
Thaïlande . .	Dollar E.-U.	100.000	87.456	
Tunisie . . .	Dinar tunisien	50.000		100.621
Turquie	Lire turque	Equivalent de 100.000 dollars E.-U.		87.456
Yougoslavie .	Dinar yougoslave	Equivalent de 300.000 dollars E.-U.		262.367
		Total partiel . .	7.836.017	9.068.763

Total, monnaies librement convertibles . . . . (*) 884.853.780

TOTAL GENERAL (monnaies librement convertibles et non librement convertibles) . . . 893.922.543

(*) Equivalant à 1.011.776.023 dollars E.-U. au 10 juin 1976.

ANNEXE II.

REPARTITION DES VOIX ET ELECTION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

PARTIE I. — CATÉGORIE I.

Sous-partie *A:* Répartition des voix au Conseil des gouverneurs.

Sous-partie *B:* Election des membres du Conseil d'administration et de leurs suppléants.

Sous-partie *C:* Répartition des voix au Conseil d'aministration.

Sous-partie *D:* Amendements.

PARTIE II — CATÉGORIE II.

Sous-partie *A:* Répartition des voix au Conseil des gouverneurs.

Sous-partie *B:* Election des membres du Conseil d'administration et de leurs suppléants.

Sous-partie *C:* Répartition des voix au Conseil d'aministration.

Sous-partie *D:* Amendements.

PARTIE III. — CATÉGORIE III.

Sous-partie *A:* Répartition des voix au Conseil des gouverneurs.

Sous-partie *B:* Election des membres du Conseil d'administration et de leurs suppléants.

Sous-partie *C:* Répartition des voix au Conseil d'aministration.

Sous-partie *D:* Amendements.

PARTIE I. — CATÉGORIE I.

A. *Répartition des voix au Conseil des gouverneurs.*

1. 17,5 pour cent des voix dont dispose la catégorie I sont répartis également entre les Membres de cette catégorie.

2. Les 82,5 pour cent restants des voix sont repartis entre les Membres de la catégorie I en proportion:

a) de la contribution initiale de chaque Membre telle qu'elle est spécifiée dans son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, et

b) des contributions supplémentaires et augmentations de contributions de chaque Membre versées conformément à la Section 5 *c*) de l'article 4,

dans le total des contributions des Membres de la catégorie I.

3. Pour déterminer le nombre des voix au titre du paragrafe 2, les contributions sont évaluées en fonction de leur équivalence en droits de tirage spéciaux au moment de l'entrée en vigueur de l'Accord et, par la suite, chaque fois que le montant total des contributions des Membres de la catégorie I augmente du fait de l'admission d'un nouveau Membre de la catégorie I, d'une augmentation de la contribution d'un Membre de la catégorie I ou du versement de contributions supplémentaires par des Membres de la catégorie I.

4. Au Conseil des gouverneurs, chaque gouverneur représentant un Membre de la catégorie I dispose des voix attribuées à ce Membre.

B. *Election des membres du Conseil d'administration et de leurs suppléants.*

1. Tous les membres et leurs suppléants élus au Conseil d'administration par les Membres de la catégorie I ont un mandat des trois ans, y compris ceux qui sont élus à la première élection des membres du Conseil d'administration.

2. En prenant part à l'élection des membres du Conseil d'administration qui representent des Membres de la catégorie I, chaque gouverneur représentant un tel Membre fait bénéficier un seul candidat de toutes les voix dont dispose le Membre qui l'a nommé.

3. Si, lors d'un tour de scrutin, le nombre des candidats est égal au nombre de membres à élire, chaque candidat est réputé élu au nombre des voix qu'il a recueillies à ce tour de scrutin.

4. *a*) Si, lors d'un tour de scrutin, le nombre des condidats dépasse le nombre des membres à élire, les six candidats ayant recueilli le plus grand nombre de voix sont élus, étant entendu que nul n'est élu s'il a obtenu moins de neuf pour cent de nombre totale des voix attribuées à la catégorie I.

b) Si, lors du premier tour de scrutin, six membres sont élus, les voix exprimées en faveur des candidats non élus sont réputées reportées sur l'élection de l'un quelconque des six membres que choisit chaque gouverneur disposant de ces voix.

5. Si le nombre des membres élus au premier tour de scrutin est inférieur à six, il est procédé à un deuxième tour de scrutin lors duquel le Membre ayant recueilli le plus petit nombre de voix au précedent tour de scrutin est inélegible. Peuvent seuls voter lors du deuxième tour de scrutin:

a) les gouverneurs ayant voté au premier tour de scrutin pour un candidat qui n'a pas été élu, et

b) les gouverneurs qui, ayant voté pour un membre qui a été élu, sont considérés, aux termes du paragraphe 6, comme ayant porté le nombre des voix esprimées pour ce Membre a plus de quinze pour cent des voix admissibles.

6. *a*) Pour déterminer s'il y a lieu de considérer que les voix données par un gouverneur à un membre ont porté le total des voix recueillies par ce dernier à plus de quinze pour cent du totale des voix admissibles, il convient de faire figurer dans lesdits quinze pour cent, en premier lieu, les voix du gouverneur ayant donné le plus grand nombre de voix audit membre, puis, en deuxième lieu, les voix du gouverneur ayant, immédiatement après le gouverneur précédemment visé, donné audit membre le plus grand nombre de voix, et ainsi de suite jusqu'à ce que la proportion de quinze pour cent soit atteinte.

b) Si, lors d'un tour de scrutin, plusieurs gouverneurs disposant d'un nombre égal de voix ont voté pour le même candidat et si les voix d'un ou de plusieurs d'entre eux, mais non de tous, peuvent être considérées comme ayant porté le total des voix à plus de quinze pour cent des voix admissibles, le gouverneur admis a voter au tour de scrutin suivant est choisi par tirage au sort.

7. Tout gouverneur dont un certain nombre de voix doivent entrer en ligne de compte pour que le total des voix recueillies par un membre quelconque soit porté à plus de douze pour cent est réputé donner toutes ses voix audit membre, même si le total des voix recueillies par ce membre se trouve de ce fait porté à plus de quinze pour cent.

8. Si, apres le deuxième tour de scrutin, le nombre de membres elus est inférieur à six, il est procédé, sur la base des règles énoncées ci-dessus, à un nouveau tour de scrutin jusqu'à ce que six membres soient élus; toutefois, lorsque cinq membres sont élus, le sixième peut l'être à la majorité simple des voix qui restent et il est considéré comme élu par la totalité de ces voix.

9. Chaque membre élu au Conseil d'administration peut désigner son suppléant parmi les Membres dont les voix sont réputées l'avoir élu.

C. *Répartition des voix au Conseil d'administration.*

1. Tout membre élu au Conseil d'administration par un ou plusieurs gouverneurs qui représentent un ou plusieurs Membre de la catégorie I dispose du nombre des voix attribuées à ce ou ces Membres. Lorsque le membre represente plus d'un Membre, il peut user séparément des voix des Membres qu'il représente.

2. Si les droits de vote d'un Membre de la catégorie I changent dans l'intervalle entre les élections de membres du Conseil d'administration:

a) Il n'en résulte aucun changement parmi ces membres;

b) Les droits de vote de chacun des membres du Conseil d'administration sont ajustés à compter de la date effective du changement des droits de vote du ou des Membres qu'il représente;

c) Le gouverneur d'un nouveau Membre de la catégorie I peut désigner un membre déjà en fonctions du Conseil d'administration pour le representer et user des voix dont il dispose jusqu'à la prochaine élection de membres du Conseil. Durant cette période, un membre ainsi désigné est reputé avoir eté elu par ce gouverneur.

D. *Amendements.*

1. Les gouverneurs représentant des Membres de la catégorie I peuvent, à l'unanimité, amender les dispositions des sous-parties A et B. A moins qu'il n'en soit décidé autrement, l'amendement entre en vigueur avec effet immédiat. Le president est informé de tout amendement des sous-parties A et B.

2. Les gouverneurs représentant des Membres de la catégorie I peuvent amender les dispositions de la sous-partie C si una majorité de soixante-quinze pour cent de l'ensemble des voix dont disposent ces gouverneurs se prononce en faveur de l'amendement. A moins qu'il n'en soit autrement, l'amendement entre en vigueur avec effet immédiat. Le Président est informé de tout amendement de la sous-partie C.

PARTIE II. — CATÉGORIE II.

A. *Répartition des voix au Conseil des gouverneurs.*

1. 25 pour cent des voix de la catégorie II sont réparties de façon égale entre les Membres de cette catégorie.

2. Les voix restantes - soit 75 pour cent - sont réparties entre les membres de la catégorie II suivant les mêmes proportions que celles qui existent entre les contributions fournies par chacun des Membres (en application de la section 5 *c*) de l'article 4) et le montant total des contributions des Membres de la catégorie II.

3. Au Conseil des gouverneurs, chaque gouverneur représentant un Membre de la catégorie II use des voix attribuées a ce Membre.

B. *Election des membres du Conseil d'administration et de leurs suppléants.*

1. Tous les membres et membres suppléants du Conseil d'administration qui font partie de la catégorie II ont un mandat de trois ans, y compris ceux qui sont élus à la première élection au Conseil d'administration.

2. Chaque candidat à la qualité de membre du Conseil d'administration peut, en consultation avec tous les autres Membres de la catégorie II, convenir avec un autre Membre de ladite catégorie que ce dernier présentera sa candidature au poste de suppléant du premier candidat. Les suffrages exprimés en faveur du candidat à la qualité de membre sont également décomptés en faveur de son suppléant.

3. Lors de l'élection des membres et membres suppléants du Conseil d'administration, chaque gouverneur fait bénéficier ses candidats de toutes les voix dont dispose le Membre qui l'a nommé.

4. Si, lors d'un tour de scrutin, le nombre de candidats ayant recueilli des voix:

a) est égal au nombre de postes à pourvoir, ces candidats sont tous réputés elus;

b) est inférieur au nombre de postes a pourvoir, ces candidats sont tous réputés élus, et des tours de scrutin supplémentaires ont lieu pour pourvois les postes restés vacants;

c) dépasse le nombre de postes a pourvoir, le candidat (ou les candidats ayant recueilli le même nombre de voix) ayant recueilli le plus petit nombre de voix sont éliminés et, si le nombre des autres candidats ayant recueilli des voix:

i) est égal au nombre de postes à pourvoir, ces candidats sont tous réputés élus;

ii) est inférieur au nombre de postes à pourvoir, ces candidats sont tous réputés elus et des tours de scrutin supplémentaires ont lieu pour pourvoir les postes restés vacants; la participation à ces derniers tours est limitée aux gouverneurs qui n'ont pas voté pour un membre déjà élu;

iii) dépasse le nombre des postes à pourvoir, des tours de scrutin supplémentaires ont lieu; la participation à ces derniers tours est limitée aux gouverneurs qui n'ont pas voté pour un membre dejà élu.

C. *Repartition des voix au Conseil d'administration.*

1. Au Conseil d'administration, un membre élu par un ou des gouverneurs représentant un ou des Membres de la catégorie II use des voix attribuées à ce ou ces Membres. Un membre du Conseil d'administration représentant plus d'un Membre peut user séparément des voix des Membres qu'il représente.

2. Si les droits de vote d'un Membre de la catégorie II changent entre les dates prévues pour l'élection de membres du Conseil d'administration:

a) il n'en résulte aucun changement parmi ces membres;

b) les droits de vote d'un membre du Conseil d'administration sont modifiés en conséquence à compter de la date effective du changement des droits de vote du ou des Membres qu'il représente;

c) le gouverneur d'un nouveau Membre de la catégorie II peut désigner un membre déjà en fonctions du Conseil d'administration pour le représenter et user des voix dont il dispose jusqu'à la prochaine élection de membres du Conseil. Durant cette période, un membre ainsi désigné est réputé avoir été élu par ce gouverneur.

D. *Amendements.*

1. Les dispositions des sections A-D peuvent être amendées par un vote des gouverneurs représentant les deux tiers des Membres de la catégorie II dont les contributions (fournies en application de la section 5 *c*) de l'article 4) représentent 70 pour cent des contributions de tous les Membres de la catégorie. Tout amendement sera porté à la connaissance du Président.

PARTIE III. — CATÉGORIE III.

A. *Répartition des voix au Conseil des gouverneurs.*

Les 600 voix de la catégorie III sont réparties de façon égale entre les Membres de cette catégorie.

B. *Election des membres du Conseil d'administration et de leurs suppléants.*

1. Sur les six membres et les six suppléants du Conseil d'administration élus parmi les Membres de la catégorie III, deux membres et deux suppléants viennent de chacune des régions d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, telles que ces régions sont reconnues suivant la pratique de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le dévéloppement.

2. Les modalités d'élection des membres du Conseil d'administration et de leurs suppléants pour la catégorie III, conformément à la section 5 *a*) de l'article 6 de l'Accord et, selon la section 5 *b*) de cet article, la durée du mandat de ces membres et suppléants élus lors de la première élection, sont définies soit, avant l'entrée en vigueur de l'Accord, à la majorité simple des Etats figurant dans la partie I de l'Annexe I en qualité d'Etats pouvant devenir Membres de la catégorie III, soit, après l'entrée en vigueur de l'Accord, à la majorité simple des Membres de la catégorie III.

C. *Répartition des voix au Conseil d'administration.*

Au Conseil d'administration, chaque membre de la catégorie III dispose de 100 voix.

D. *Amendements.*

La Sous-partie B peut être modifiée de temps à autre à la majorité des deux tiers des Membres de la catégorie III. Tout amendement sera porté à la connaissance du Président.

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
FORLANI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B. — I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nell'accordo, fra cui il testo in lingua francese.

ACCORDO PER LA ISTITUZIONE DI UN FONDO INTERNAZIONALE DI SVILUPPO AGRICOLO

PREAMBOLO

Riconoscendo che il sussistere del problema alimentare mondiale colpisce duramente gran parte della popolazione dei Paesi in via di sviluppo e compromette i valori ed i principi fondamentali che vanno di pari passo con il diritto alla vita e la dignità dell'uomo;

Considerando che occorre migliorare le condizioni di vita nei Paesi in via di sviluppo e promuovere il progresso socio-economico nel contesto delle priorità e degli obiettivi di detti Paesi, tenendo debitamente conto dei benefici economici e nel contempo dei benefici sociali;

Tenendo conto che l'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'alimentazione e l'agricoltura ha la responsabilità, all'interno del sistema delle Nazioni Unite, di assistere i Paesi in via di sviluppo che cercano di incrementare la propria produzione alimentare ed agricola, e che essa possiede la competenza tecnica e l'esperienza richieste in tale campo;

Consapevoli degli obiettivi e degli scopi della strategia internazionale di sviluppo per il secondo decennio delle Nazioni Unite per lo sviluppo, ed in particolar modo della esigenza di estendere a tutti i vantaggi dell'assistenza;

Avendo presente il paragrafo f) della seconda parte (« Alimentazione ») della sezione I della risoluzione 3202 (S.VI) della Assemblea generale, relativa al Programma d'azione concernente l'istituzione di un nuovo ordine economico internazionale;

Tenendo inoltre presenti la necessità di attuare trasferimenti tecnologici per garantire lo sviluppo dell'alimentazione e dell'agricoltura, nonchè la sezione V (« Alimentazione ed agricoltura ») della risoluzione 3362 (S-VII) dell'Assemblea generale, relativa allo sviluppo ed alla cooperazione economica internazionale, ed in particolare il paragrafo 6 di detta sezione, riguardante la creazione di un Fondo internazionale per lo sviluppo agricolo;

Riferendosi al paragrafo 13 della risoluzione 3348 (XXIX) della Assemblea generale, nonchè alle risoluzioni I e II della Conferenza mondiale per l'alimentazione, relativa agli obiettivi ed alle strategie di produzione alimentare, ed alle priorità dello sviluppo agricolo e rurale;

Riferendosi alla risoluzione XIII della Conferenza mondiale per l'alimentazione, la quale ha riconosciuto:

i) che occorre aumentare sostanzialmente gli investimenti agricoli al fine di incrementare la produzione alimentare ed agricola nei Paesi in via di sviluppo;

ii) che tutti i membri della comunità internazionale sono solidalmente tenuti ad assicurare disponibilità alimentari sufficienti e lo impiego razionale delle disponibilità stesse; e

iii) che le prospettive della situazione alimentare mondiale esigono disposizioni urgenti ed organiche da parte di tutti i Paesi;

e ha deciso:

Che occorrerebbe istituire immediatamente un Fondo internazionale di sviluppo agricolo per finanziare progetti agricoli fondamentalmente centrati sulla produzione alimentare nei Paesi in via di sviluppo;

Le Parti Contraenti concordano di istituire un Fondo internazionale di sviluppo agricolo, il quale sarà regolato dalle seguenti disposizioni:

Articolo 1.

Definizioni.

Salvo che il contesto vi si opponga, i termini di cui all'elenco seguente avranno, ai fini del presente Accordo, il significato sotto indicato:

a) il termine « Fondo » indica il Fondo internazionale di sviluppo agricolo;

b) l'espressione « produzione alimentare » indica la produzione di alimenti, ivi compresi i prodotti della pesca e della zootecnica;

c) il termine « Stato » indica qualsiasi Stato o gruppo di Stati che presentino i requisiti per essere ammessi come Membri del Fondo, in virtù della sezione 1 b) dell'articolo 3;

d) l'espressione « valuta liberamente convertibile » designa:

i) la valuta di un Membro che il Fondo, previa consultazione del Fondo monetario internazionale, consideri di una convertibilità sufficiente in valute di altri Membri ai fini delle proprie operazioni, oppure

ii) la valuta di un Membro che quest'ultimo accetta, a condizioni considerate soddisfacenti da parte del Fondo, di cambiare contro valute di altri Membri, ai fini delle operazioni del Fondo stesso.

Qualora un Membro sia un gruppo di Stati, l'espressione « la valuta di un Membro » indica la moneta di uno qualsiasi degli Stati facenti parte del gruppo;

e) il termine « governatore » indica una persona incaricata da un Membro di essere il suo principale rappresentante ad una sessione del Consiglio dei Governatori;

f) l'espressione « voti espressi » indica i voti a favore e quelli contrari.

Articolo 2.

Finalità e funzioni.

La finalità del Fondo è quella di mobilitare e di fornire a condizioni favorevoli risorse finanziarie supplementari per lo sviluppo agricolo degli Stati Membri in via di sviluppo. A tale scopo, il Fondo fornisce mezzi finanziari, principalmente per progetti e programmi espressamente intesi a creare, sviluppare o migliorare sistemi di pro-

duzione alimentare ed a rafforzare le politiche e gli istituti connessi nel quadro delle priorità e strategie nazionali, tenuto conto della necessità di incrementare detta produzione nei Paesi più poveri tra quelli che soffrono di un deficit alimentare, del potenziale aumento della produzione alimentare in altri Paesi in via di sviluppo e della importanza di migliorare il livello di nutrizione e le condizioni di vita delle popolazioni più povere nei Paesi in via di sviluppo.

ARTICOLO 3.

Membri.

Sezione 1. — *Ammissione.*

a) Può diventare Membro del Fondo qualsiasi Stato membro della Organizzazione delle Nazioni Unite o membro delle sue istituzioni specializzate, oppure dell'Agenzia internazionale per l'energia nucleare.

b) Può altresì diventare Membro del Fondo qualsiasi gruppo di Stati a cui i membri del gruppo stesso abbiano delegato poteri in settori di competenza del Fondo e che sia in condizioni di adempiere a tutti gli obblighi di un Membro del Fondo.

Sezione 2. — *Membri originari e membri non originari.*

a) Sono Membri originari del Fondo gli Stati elencati nell'Allegato I - parte integrante del presente Accordo - i quali divengono Parti del presente Accordo conformemente alla Sezione 1 *b*) dello articolo 13;

b) Sono Membri non originari del Fondo gli altri Stati che, previa approvazione del Consiglio dei Governatori circa la loro ammissione in qualità di Membri, divengano Parti del presente Accordo, in conformità della Sezione 1 *c*) dell'articolo 13.

Sezione 3. — *Classificazione dei Membri.*

a) I Membri originari vengono classificati in una delle tre categorie I, II e III di cui all'Allegato I del presente Accordo. I Membri non originari sono classificati dal Consiglio dei Governatori, con la maggioranza dei due terzi del totale dei voti, all'atto dell'approvazione della loro ammissione quali membri, con riserva del loro consenso.

b) La classificazione di un Membro può essere modificata dal Consiglio dei Governatori, con riserva del consenso del Membro stesso, con la maggioranza dei due terzi del totale dei voti.

Sezione 4. *Limitazione della responsabilità.*

Nessun Membro, in quanto tale, è responsabile degli atti e degli obblighi del Fondo.

Articolo 4.

Risorse.

Sezione 1. — *Risorse del Fondo.*

Le risorse del Fondo sono le seguenti:

i) Contributi iniziali;

ii) Contributi supplementari;

iii) Contributi speciali di Stati non membri e provenienti da altre fonti;

iv) Risorse provenienti da operazioni del Fondo o da altre fonti.

Sezione 2. — *Contributi iniziali.*

a) Ogni Membro originario della categoria I o II contribuisce, ed ogni Membro della categoria III può contribuire, alle risorse iniziali del Fondo versando l'ammontare stabilito nella valuta specificata nello strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione depositato da detto Stato, conformemente alle disposizioni della Sezione 1 *b*) dell'art. 13.

b) Ogni Membro non originario della categoria I o II concorre, e ogni Membro non originario della categoria III può concorrere, alle risorse iniziali del Fondo versando un ammontare concordato tra il Consiglio dei Governatori ed il Membro stesso, all'atto dell'approvazione della propria ammissione quale Membro del Fondo.

c) Il contributo iniziale di ciascun Membro è esigibile e pagabile, come previsto dalla Sezione 5 *b*) e *c*) del presente articolo, sia sotto forma di versamento unico, sia in tre quote annuali di uguale importo, a discrezione del Membro stesso. Il versamento unico o il pagamento della prima annualità debbono essere effettuati entro il trentesimo giorno dalla data di entrata in vigore del presente Accordo per detto Membro; in caso di pagamento annuale, la seconda e la terza annualità sono dovute rispettivamente alla prima e alla seconda scadenza della data in cui doveva essere pagata la prima annualità.

Sezione 3. — *Contributi supplementari.*

Al fine di garantire la continuità delle operazioni del Fondo, il Consiglio dei Governatori determina periodicamente, ad intervalli che ritiene adeguati, se le risorse di cui dispone il Fondo sono sufficienti, e procede a tale determinazione la prima volta tre anni dopo l'inizio delle operazioni del Fondo. Ove lo consideri necessario o auspicabile, il Consiglio dei Governatori può, in tal caso, invitare i Membri a versare al Fondo contributi supplementari, secondo le modalità e le condizioni compatibili con le disposizioni di cui alla Sezione 5 del presente articolo. Le decisioni adottate conformemente alla presente Sezione vengono prese con la maggioranza dei due terzi del totale dei voti.

Sezione 4. — *Aumento di contributi.*

Il Consiglio dei Governatori può autorizzare, in qualsiasi momento, un Membro ad aumentare la quota dei propri contributi.

a) I contributi vengono versati senza restrizioni per quanto riguarda il loro impiego, e vengono rimborsati ai Membri contribuenti soltanto secondo quanto disposto dalla Sezione 4 dell'articolo 9.

b) I contributi vengono versati in valuta liberamente convertibile, essendo inteso che i Membri della categoria III possono effettuare i versamenti nella propria valuta, sia essa liberamente convertibile o meno.

c) I contributi al Fondo vengono versati in contanti oppure, sino alla concorrenza di un ammontare che non sia immediatamente necessario alle operazioni del Fondo, sotto forma di buoni o di obbligazioni non negoziabili, irrevocabili e senza interessi, pagabili a vista. Per finanziare le proprie operazioni, il Fondo utilizza tutti i contributi, qualunque ne sia la forma di versamento, nel modo seguente:

i) I contributi vengono utilizzati in proporzione al loro ammontale, ad intervalli ragionevoli, secondo le decisioni del Consiglio di Amministrazione;

ii) Nel caso in cui una parte soltanto di un contributo sia versata in contanti, viene utilizzata detta parte, secondo il disposto del comma i), prima del resto del contributo. Salvo nella misura in cui detta quota versata in contanti sia in tal modo impiegata, il Fondo può depositarla o investirla in maniera da farle produrre un reddito che contribuisca a coprire le proprie spese amministrative e altre spese.

iii) I contributi iniziali, ivi compresi tutti gli aumenti, vengono utilizzati prima dei contributi supplementari. La stessa norma si applica ai futuri contributi supplementari.

Sezione 6. — *Contributi speciali.*

Le risorse del Fondo possono essere aumentate mediante contributi speciali di Stati non membri o di altre fonti, secondo modalità e condizioni che siano compatibili con la Sezione 5 del presente articolo e che siano approvate dal Consiglio dei Governatori, dietro raccomandazione del Consiglio di amministrazione.

ARTICOLO 5.

Valute.

Sezione 1. — *Impiego delle valute.*

a) I Membri non hanno nè impongono restrizione alcuna al possesso o all'impiego, da parte del Fondo, delle valute liberamente convertibili.

b) La valuta che un Membro della categoria III versa al Fondo a titolo di proprio contributo iniziale o di contributi supplementari può essereutilizzata dal Fondo, previa consultazione del Membro stesso, per coprire le spese amministrative o altre spese del Fondo nei territori del Membro suddetto, o, previa approvazione dello stesso, per pagare beni o servizi prodotti nei suoi territori e necessari per le attività finanziate dal Fondo in altri Stati.

Sezione 2. — *Valutazione delle valute.*

a) L'unità di conto del Fondo è il diritto speciale di prelievo del Fondo monetario internazionale.

b) Ai fini del presente Accordo, il valore di una moneta in diritti speciali di prelievo è valutato secondo il metodo applicato dal Fondo monetario internazionale, con la riserva che:

i) nel caso di valuta di un Membro del Fondo monetario internazionale per la quale tale valutazione non sia facilmente disponibile, il valore della valuta stessa venga calcolato previa consultazione del Fondo monetario internazionale;

ii) nel caso di valuta di uno Stato non Membro del Fondo monetario internazionale, il valore della stessa in diritti speciali di prelievo venga calcolato dal Fondo in base ad un tasso di cambio conveniente tra la suddetta valuta e quella di un Membro del Fondo monetario internazionale il cui valore sia calcolato come sopra indicato.

Articolo 6.

Organizzazione ed amministrazione

Sezione 1. — *Struttura del Fondo.*

Il Fondo è dotato:

a) di un Consiglio dei Governatori;

b) di un Consiglio di amministrazione;

c) di un Presidente e del personale necessario al Fondo per adempiere alle sue funzioni.

Sezione 2. — *Consiglio dei Governatori.*

a) Ciascun Membro è rappresentato in seno al Consiglio dei Governatori e nomina un Governatore ed un supplente. Il supplente può votare soltanto in caso di assenza del titolare.

b) Tutti i poteri del Fondo sono attribuiti al Consiglio dei Governatori.

c) Il Consiglio dei Governatori può delegare al Consiglio di amministrazione uno qualsiasi dei propri poteri, ad eccezione di quelli di:

i) Adottare emendamenti al presente Accordo;

ii) Approvare l'ammissione di Membri e determinare la classificazione o la riclassificazione dei Membri;

iii) Sospendere un Membro;

iv) Far cessare le operazioni del Fondo e ripartirne i beni;

v) Deliberare sui ricorsi contro le decisioni prese dal Consiglio di amministrazione in relazione alla interpretazione o all'applicazione del presente Accordo;

vi) Fissare la retribuzione del Presidente.

d) Il Consiglio dei Governatori tiene una sessione all'anno e ogni altra sessione straordinaria da esso decisa, convocata dai Membri che dispongano di almeno un quarto del totale dei voti al Consiglio dei

Governatori, o richiesta dal consiglio di amministrazione con una maggioranza dei due terzi dei voti.

e) Il Consiglio dei Governatori può istituire, con un regolamento, una procedura che permetta al Consiglio di amministrazione di ottenere dallo stesso Consiglio dei Governatori, senza che esso si riunisca, una votazione su un dato argomento.

f) Il Consiglio dei Governatori può adottare, con una maggioranza di due terzi del totale dei voti, norme e regolamenti compatibili con il presente Accordo, che appaiano opportuni per la gestione degli affari del Fondo.

g) Il « quorum », per ogni riunione del Consiglio dei Governatori, è costituito da un numero di Governatori che disponga dei due terzi del totale dei voti di tutti i membri del Consiglio, a condizione che siano presenti i Governatori che dispongono della metà del totale dei voti dei Membri di ciascuna delle categorie I, II e III.

Sezione 3. — *Votazione al Consiglio dei Governatori.*

a) Il Consiglio dei Governatori dispone in totale di 1.800 voti, suddivisi in parti uguali tra le categorie I, II e III. I voti di cui dispone ciascuna categoria sono ripartiti tra i membri della stessa secondo le modalità illustrate, per detta categoria, all'Allegato II, che è parte integrante del presente Accordo.

b) Salvo disposizioni contrarie del presente Accordo, le decisioni del Consiglio dei Governatori vengono prese con la maggioranza semplice del totale dei voti.

Sezione 4. — *Presidente del Consiglio dei Governatori.*

a) Il Consiglio dei Governatori elegge, tra i Governatori, un Presidente il cui mandato dura due anni.

Sezione 5. — *Consiglio di Amministrazione.*

a) Il Consiglio di Amministrazione comprende 18 membri del Fondo eletti nel corso della sessione annuale del Consiglio dei Governatori.

I Governatori dei Membri di ciascuna categoria eleggono, conformemente alla prassi definita o stabilita secondo le modalità previste all'Allegato II, per la categoria stessa, sei membri del Consiglio di amministrazione tra i Membri della propria categoria; possono altresì eleggere (oppure, per quanto si riferisce alla categoria I, adottare disposizioni in vista di nominare) al massimo sei supplenti, i quali possono votare solo in caso di assenza di un Membro.

b) I membri del Consiglio di amministrazione vengono eletti per un periodo triennale. Tuttavia, salvo disposizioni contrarie dell'Allegato II, o in conformità ai termini di detto Allegato, due Membri di ogni categoria verranno eletti per un anno ed altri due per due anni, durante la prima elezione.

c) Il Consiglio di amministrazione assicura la direzione degli affari generali del Fondo ed esercita, a tale scopo, i poteri che gli sono conferiti dal presente Accordo o delegati dal Consiglio dei Governatori.

d) Il Consiglio di amministrazione si riunisce ogni qual volta lo richiedano gli affari del Fondo.

e) I rappresentanti di un Membro o di un Membro-supplente del Consiglio di amministrazione adempiono alle loro funzioni senza retribuzione da parte del Fondo. Tuttavia, il Consiglio dei Governatori può stabilire basi su cui possano essere concesse indennità ragionevoli per spese di viaggio e di sostentamento ad un rappresentante di ogni Membro e di ogni supplente.

f) Il « quorum » per ogni riunione del Consiglio di amministrazione è costituito da un numero di membri che dispongano dei due terzi del totale dei voti di tutti i suoi membri, a condizione che siano presenti Membri che dispongano della metà del totale dei voti dei Membri di ognuna delle categorie I, II e III.

Sezione 6. — *Votazione al Consiglio di amministrazione.*

a) Il Consiglio di amministrazione dispone in totale di 1.800 voti, suddivisi in parti eguali tra le categorie I, II e III. I voti di cui dispone ogni categoria vengono ripartiti tra i suoi membri secondo le modalità, riguardanti detta categoria, previste all'Allegato II.

b) Salvo disposizioni contrarie del presente Accordo, le decisioni di Consiglio di amministrazione vengono prese con la maggioranza dei tre quinti dei voti, a condizione che detta maggioranza rappresenti più della metà del totale dei voti di cui dispongono i Membri del Consiglio di amministrazione.

Sezione 7. — *Presidente del Consiglio di amministrazione.*

Il Presidente del Fondo è Presidente del Consiglio di amministrazione, alle cui riunioni partecipa senza diritto di voto.

Sezione 8. — *Presidente e personale del Fondo.*

a) Il Consiglio dei Governatori nomina il Presidente con la maggioranza dei due terzi del totale dei voti. Il Presidente viene nominato per una durata di tre anni e la sua carica può essere riconfermata una sola volta. Il Consiglio dei Governatori può far cessare il mandato del Presidente con una decisione adottata dalla maggioranza dei due terzi del totale dei voti.

b) Il Presidente può nominare un Vice-Presidente ed incaricarlo a svolgere i compiti da lui affidatigli.

c) Il Presidente dirige il personale del Fondo e, sotto il controllo e la direzione del Consiglio dei Governatori e del Consiglio di amministrazione, provvede alla direzione degli affari del Fondo. Il Presidente organizza i servizi del personale e nomina o licenzia i membri del personale, conformemente alle norme fissate dal Consiglio di amministrazione.

d) Nel reclutamento del personale e nella fissazione delle condizioni d'impiego, verranno prese in considerazione sia la necessità di garantire i servizi di persone che possiedano le più alte qualità di lavoro, di competenza e di onestà, sia l'importanza di rispettare il criterio di una equa distribuzione geografica.

e) Il Presidente ed i membri del personale nell'esercizio delle loro funzioni dipendono esclusivamente dall'autorità del Fondo e non

richiedono né accettano istruzioni da autorità estranea al Fondo. Ogni Membro del Fondo s'impegna a rispettare il carattere internazionale di tali funzioni e ad astenersi dall'influenzare il Presidente o i membri del personale, nell'adempimento dei loro compiti.

f) Il Presidente ed i Membri del personale non intervengono negli affari politici di alcun Membro. Le loro decisioni si basano unicamente su considerazioni imparziali di politica di sviluppo tendenti a raggiungere l'obiettivo per il quale il Fondo è stato istituito.

g) Il Presidente è il rappresentante legale del Fondo.

h) Il Presidente o un rappresentante da lui designato possono partecipare, senza diritto di voto, a tutte le riunioni del Consiglio dei Governatori.

Sezione 9. — *Sede del Fondo.*

Il Consiglio dei Governatori stabilisce con la maggioranza dei due terzi del totale dei voti la sede permanente del Fondo. Provvisoriamente, il Fondo ha sede a Roma.

Sezione 10. — *Bilancio amministrativo.*

Il Presidente elabora un bilancio amministrativo annuo, che sottopone al Consiglio di amministrazione. Quest'ultimo lo trasmette al Consiglio dei Governatori per l'approvazione, che deve avvenire con la maggioranza dei due terzi del totale dei voti.

Sezione 11. — *Pubblicazione di relazioni e comunicazione di informazioni.*

Il Fondo pubblica una relazione annuale contenente il proprio bilancio di chiusura, nonchè, a opportuni intervalli, un bilancio riassuntivo della propria situazione finanziaria e dei risultati delle proprie operazioni. Ogni Membro riceve copia dei bilanci di chiusura, nonché le pubblicazioni, presentati conformemente alla Presente Sezione.

Articolo 7.

Operazioni.

Sezione 1. — *Impiego delle risorse e condizioni di finanziamento.*

a) Il Fondo impiega le proprie risorse per i fini di cui all'articolo 2.

b) Il Fondo concede mezzi finanziari soltanto agli Stati in via di sviluppo che sono Membri del Fondo, o ad organizzazioni intergovernative ai cui lavori partecipano detti Membri. Nel caso di un prestito concesso ad una organizzazione intergovernativa, il Fondo può richiedere una garanzia governativa o altre forme di garanzia.

c) Il Fondo adotta disposizioni per assicurare che le risorse provenienti da qualsiasi finanziamento vengano impiegate esclusivamente ai fini per i quali detto finanziamento è stato concesso, tenendo de-

bitamente conto delle considerazioni di economia, di efficacia e di giustizia sociale.

d) Per l'assegnazione delle proprie risorse, il Fondo si ispira ai seguenti concetti prioritari:

i) esigenza di incrementare la produzione alimentare e di migliorare il livello di nutrizione delle popolazioni più povere nei paesi più poveri tra quelli che soffrono di carenze alimentari;

ii) potenziale d'incremento della produzione alimentare in altri Paesi in via di sviluppo. Del pari, verrà data particolare importanza al miglioramento del livello di nutrizione delle popolazioni più povere in tali Paesi e delle loro condizioni di vita.

Nel quadro delle priorità suddette, la concessione di aiuti è in funzione di criteri economici e sociali obiettivi, ed in particolar modo delle necessità dei Paesi a basso reddito, nonchè del loro potenziale d'incremento della produzione alimentare, tenuto debito conto altresì del criterio di un'equa distribuzione geografica delle risorse in questione.

e) Fatte salve le disposizioni del presente Accordo, la concessione di un finanziamento da parte del Fondo è regolata dalle politiche generali, dai criteri e regolamenti adottati di quando in quando dal Consiglio dei Governatori, con la maggioranza dei due terzi del totale dei voti.

Sezione 2. — *Modalità e condizioni di finanziamento.*

a) Il Fondo concede mezzi finanziari sotto forma di doni e di prestiti, secondo le modalità e le condizioni che esso giudica opportune, tenuto conto della situazione e delle prospettive economiche del Membro, nonchè della natura e delle esigenze dell'attività prospettata.

b) Il Consiglio di amministrazione stabilisce, a intervalli, la proporzione delle risorse del Fondo da impegnare nel corso dell'intero esercizio, per finanziare operazioni in ciascuna delle forme indicate nel paragrafo *a*), tenuto debito conto delle possibilità di vita del Fondo, a lunga scadenza, e della necessità di garantire la continuità delle sue operazioni. L'ammontare dei doni non deve normalmente oltrepassare l'ottava parte delle risorse impegnate nell'intera durata dell'esercizio. Una elevata proporzione dei prestiti è consentita a condizioni particolarmente favorevoli.

c) Il Presidente sottopone progetti e programmi al Consiglio di Amministrazione, per esame ed approvazione.

d) Il Consiglio di amministrazione adotta le decisioni relative alla selezione ed all'approvazione dei progetti e programmi in base alle politiche generali, ai criteri e regolamenti adottati dal Consiglio dei Governatori.

e) Per quanto riguarda l'esame dei progetti e programmi che gli vengono sottoposti ai fini del finanziamento, il Fondo ricorre, come regola generale, ai servizi di istituzioni internazionali e può, se del caso, rivolgersi ai servizi di altri enti specializzati competenti. Tali istituzioni ed enti sono scelti dal Consiglio d'amministrazione previa consultazione del beneficiario, e fanno direttamente capo al Fondo durante la loro « missione di esame ».

f) Per ogni prestito, un accordo avviene tra il Fondo ed il beneficiario, quest'ultimo essendo responsabile della attuazione del progetto o del programma concordato.

g) Il Fondo affida la gestione dei prestiti ad istituzioni internazionali competenti, affinchè esse procedano all'esborso dei fondi provenienti da ciascun prestito e vigilino sull'esecuzione del progetto o programma concordato. Tali istituzioni, a carattere mondiale o regionale, vengono selezionate caso per caso, con l'approvazione del beneficiario. Prima di sottoporre un prestito all'approvazione del Consiglio di amministrazione, il Fondo si accerta che l'istituzione a cui detta vigilanza verrà affidata approvi i risultati dell'esame relativo al progetto o programma. Le necessarie disposizioni a tal fine vengono adottate mediante un accordo tra il Fondo e l'istituzione o ente incaricato dell'esame, da un lato, e l'istituzione a cui verrà affidata la sorveglianza, dall'altro.

h) Ai fini dei paragrafi *f*) e *g*), tutto quanto si riferisce ai « prestiti » si applica anche ai « doni ».

i) Il Fondo può aprire ad un ente nazionale di sviluppo una « linea di credito » che gli consenta di concedere e di gestire prestiti sussidiari, per finanziare progetti e programmi conformemente alle clausole contrattuali inerenti al prestito ed alle modalità fissate dal Fondo. Prima che il Consiglio di Amministrazione approvi tale decisione, l'ente nazionale di sviluppo ed il suo programma vengono esaminati, conformemente alle disposizioni del paragrafo *e*). L'attuazione del programma è sottoposta alla vigilanza delle istituzioni scelte secondo le disposizioni del paragrafo *g*).

j) Per quanto riguarda l'acquisto di beni e servizi da finanziare con le risorse del Fondo, il Consiglio di amministrazione emana opportuni regolamenti, i quali sono generalmente conformi ai principi delle licitazioni internazionali, e concedendo la giusta preferenza agli esperti, tecnici, e forniture di Paesi in via di sviluppo.

Sezione 3. — *Operazioni varie.*

Oltre alle operazioni specificate in altre parti del presente Accordo, il Fondo può intraprendere qualsiasi attività accessoria ed esercitare, nel quadro delle proprie operazioni, tutti i poteri necessari al raggiungimento del proprio obiettivo.

ARTICOLO 8.

Relazioni con l'Organizzazione delle Nazioni Unite e con altre organizzazioni o istituzioni ed altri enti.

Sezione 1. — *Relazioni con l'Organizzazione delle Nazioni Unite.*

Il Fondo intraprenderà negoziati con l'Organizzazione delle Nazioni Unite in vista di un accordo che lo colleghi alla Organizzazione stessa, quale sua istituzione specializzata, come dall'articolo 57 della Carta delle Nazioni Unite. Ogni accordo concluso conformemente all'articolo 63 della Carta deve essere approvato dal Consiglio dei Governatori, con una maggioranza dei due terzi sul totale dei voti, dietro raccomandazione del Consiglio di amministrazione.

Sezione 2. — *Relazioni con altre organizzazioni o istituzioni, e con altri enti.*

Il Fondo coopera strettamente con l'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'alimentazione e l'agricoltura (FAO) e con gli altri enti delle Nazioni Unite. Coopera altresì strettamente con altre organizzazioni intergovernative, istituzioni finanziarie internazionali, organizzazioni non governative ed enti statali che si occupino di sviluppo agricolo. A tal fine, il Fondo ricerca, nelle sue attività, la collaborazione della FAO e degli altri enti summenzionati e può, su decisione del Consiglio di amministrazione, stipulare accordi o stabilire rapporti di lavoro con gli enti stessi.

ARTICOLO 9.

Ritiro, sospensione dei Membri e cessazione delle operazioni

Sezione 1. — *Ritiro.*

a) Ad eccezione del caso di cui alla Sezione 4 *a*) del presente articolo, qualsiasi Membro può ritirarsi dal Fondo depositando uno strumento di denunzia del presente Accordo presso il Depositario.

b) Il ritiro di un Membro ha effetto dalla data indicata nel suo strumento di denunzia, e comunque non oltre sei mesi dal deposito di detto strumento.

Sezione 2. — *Sospensione.*

a) Qualora un Membro non osservi uno qualsiasi dei propri obblighi verso il Fondo, il Consiglio dei Governatori, deliberante alla maggioranza dei tre quarti del totale dei voti, può sospenderlo dalla sua qualifica di Membro del Fondo. Il Membro oggetto di tale deliberazione cessa automaticamente di essere Membro del Fondo un anno dopo la data della sospensione, salvo che il Consiglio decida, con la stessa maggioranza sul totale dei voti, di restituirgli tale qualifica.

b) Durante il periodo di sospensione, un Membro del Fondo non può esercitare alcuno dei diritti conferiti dal presente Accordo, accetto quello di ritirarsi, ma rimane assoggettato a tutti i propri obblighi.

Sezione 3. — *Diritti ed obblighi degli Stati che cessano di essere Membri del Fondo.*

Quando uno Stato cessa di essere Membro per effetto del ritiro o in applicazione delle disposizioni di cui alla Sezione 2 del presente Articolo, non gode di nessuno dei diritti conferiti dal presente Accordo, eccettuati quelli previsti dalla presente Sezione o dalla Sezione 2 dell'Articolo 11, ma rimane vincolato da tutti gli obblighi finanziari contratti verso il Fondo in qualità di Membro dello stesso, di beneficiario di prestiti, o a qualsiasi altro titolo.

Sezione 4. — *Cessazione delle operazioni e ripartizione degli averi.*

a) Il Consiglio dei Governatori può far cessare le operazioni del Fondo con una votazione della maggioranza dei tre quarti sul totale dei voti. Una volta che tale cessazione sia votata, il Fondo interrompe immediatamente ogni sua attività, ad eccezione di quelle riguardanti il realizzo metodico e la conservazione dei propri averi, nonché l'adempimento dei propri obblighi. Sino all'adempimento definitivo di

detti obblighi ed alla ripartizione di detti averi, il Fondo sussiste, e tutti i diritti ed obblighi reciproci del Fondo e dei suoi Membri, vigenti in virtù del presente Accordo, rimangono intatti; tuttavia, nessun Membro può essere sospeso o ritirarsi.

b) Non verrà effettuata nessuna distribuzione tra i Membri sinché tutti gli obblighi verso i creditori non saranno stati soddisfatti o le disposizioni necessarie a tale soddisfazione non saranno state adottate. Il Fondo distribuirà i propri averi tra i Membri contribuenti in proporzione del contributo di ciascuno alle risorse del Fondo. Tale ripartizione verrà decisa dal Consiglio dei Governatori con una maggioranza di tre quarti sul totale dei voti e avverrà alle date e nelle valute, o altri averi, che il Consiglio dei Governatori considererà giuste ed eque.

ARTICOLO 10.

Stato giuridico, privilegi ed immunità

Sezione 1. — *Stato giuridico.*

Il Fondo ha la personalità giuridica internazionale.

Sezione 2. — *Privilegi ed immunità.*

a) Il Fondo gode, sul territorio di ogni suo Membro, dei privilegi ed immunità che gli sono necessari per esercitare le proprie funzioni e raggiungere il proprio obiettivo. I rappresentanti dei Membri, il Presidente ed il personale del Fondo godono di quei privilegi ed immunità che sono loro necessari per esercitare in piena indipendenza le loro funzioni relative al Fondo.

b) I privilegi e le immunità di cui al paragrafo *a*) sono:

i) Sul territorio di qualsiasi Membror che abbia aderito al Fondo, e alla Convenzione sui privilegi e le immunità delle istituzioni specializzate, quali definiti nelle clausole standard di detta Convenzione, modificate con allegato approvato dal Consiglio dei Governatori;

ii) Sul territorio di qualsiasi Membro che abbia aderito alla Convenzione sui privilegi e le immunità delle istituzioni specializzate soltanto per quanto riguarda istituzioni diverse dal Fondo, quelli che sono definiti nelle clausole standard della Convenzione stessa, salvo che il Membro notifichi al Depositario che dette clausole non si applicano al Fondo, o vi si applicano con riserva delle modifiche indicate nella notifica;

iii) quelli definiti in altri accordi stipulati dal Fondo.

c) Quando un Membro è costituito da un gruppo di Stati, questo garantisce l'applicazione, sul territorio di tutti gli Stati stessi, dei privilegi e delle immunità definiti dal presente Articolo.

ARTICOLO 11.

Interpretazione ed Arbitrato

Sezione 1. — *Interpretazione.*

a) Qualsiasi problema d'interpretazione o di applicazione delle disposizioni del presente Accordo, che possa sorgere tra un Membro ed il Fondo o tra Membri stessi del Fondo, viene sottoposto alla decisio-

ne del Consiglio di amministrazione. Se il problema interessa particolarmente un Membro del Fondo non rappresentato nel Consiglio di amministrazione, il Membro stesso ha il diritto di farsi rappresentare, conformemente alle norme da adottare da parte del Consiglio dei Governatori.

b) Quando il Consiglio d'amministrazione ha deliberato conformemente alle disposizioni di cui al paragrafo *a*), qualsiasi Membro può chiedere che il problema venga sottoposto al Consiglio dei Governatori, la cui decisione è inappellabile. In attesa della decisione del Consiglio dei Governatori, il Fondo può, nella misura in cui lo consideri opportuno, agire in base alla decisione del Consiglio di Amministrazione.

Sezione 2. — *Arbitrato.*

Le controversie sorte tra il Fondo ed uno Stato il quale abbia cessato di essere Membro, o tra il Fondo ed uno qualsiasi dei Membri, all'atto della cessazione delle operazioni del Fondo, vengono sottoposte ad un tribunale composto di tre arbitri. Uno di essi è nominato dal Fondo, un altro dal Membro o ex-Membro interessato e tutte e due le Parti nominano il terzo arbitro, che sarà Presidente del Tribunale. Ove, entro quarantacinque giorni dalla ricezione della richiesta di arbitrato, l'una o l'altra delle parti non abbia nominato alcun arbitro, ovvero, se entro trenta giorni dalla nomina dei due primi arbitri, il terzo non sia stato nominato, l'una o l'altra parte può chiedere al Presidente della Corte Internazionale di Giustizia, o ad altra autorità che possa essere stata prescritta dai regolamenti adottati dal Consiglio dei Governatori, di nominare un arbitro. La procedura arbitrale è fissata dagli arbitri, ma il Presidente del Tribunale ha pieni poteri per regolare tutte le questioni procedurali, in caso di disaccordo in materia delle stesse. Gli arbitri deliberano a maggioranza; le loro decisioni sono inappellabili ed hanno valore obbligatorio per le parti.

Articolo 12.

Emendamenti

a) Fatto salvo tutto quanto si riferisce all'Allegato II,

i) Ogni proposta di emendamento al presente Accordo formulata da un Membro o dal Consiglio di amministrazione viene comunicata al Presidente, il quale ne dà avviso a tutti i Membri. Il Presidente trasmette al Consiglio di amministrazione le proposte di emendamento al presente Accordo formulate da un Membro; il Consiglio di amministrazione sottopone le proprie raccomandazioni al riguardo al Consiglio dei Governatori.

ii) Gli emendamenti vengono adottati dal Consiglio dei Governatori deliberante alla maggioranza dei quattro quinti del totale dei voti. Salvo decisione contraria del Consiglio dei Governatori, gli emendamenti entrano in vigore tre mesi dopo la loro adozione, rimanendo però inteso che qualsiasi emendamento che tenda a modificare:

A) Il diritto di ritirarsi dal Fondo;

B) Le condizioni di maggioranza fissate per le votazioni dal presente Accordo;

C) La limitazione di responsabilità di cui alla Sezione 4 dello articolo 3;

D) La procedura di emendamento del presente Accordo,

entrerà in vigore solo quando il Presidente avrà ricevuto l'assenso scritto di tutti i Membri.

b) Per quanto si riferisce alle varie parti dell'Allegato II, gli emendamenti sono proposti e adottati secondo le disposizioni previste nelle suddette parti.

c) Il Presidente notifica immediatamente a tutti i Membri ed al Depositario gli emendamenti adottati, nonché la data in cui essi entreranno in vigore.

ARTICOLO 13.

Disposizioni finali

Sezione 1. — *Firma, ratifica ed accettazione, approvazione e adesione.*

a) Il presente Accordo sarà parafato dagli Stati elencati nell'Allegato I di detto Accordo durante la Conferenza delle Nazioni Unite sulla istituzione del Fondo e sarà aperto alla firma degli Stati elencati in detto Allegato presso la Sede delle Nazioni Unite, a New York, non appena i contributi iniziali indicati in detto Allegato – i quali debbono essere versati in valute liberamente convertibili – raggiungeranno almeno l'equivalente di un miliardo di dollari USA (valore al 10 giugno 1976). Ove la condizione di cui sopra non sia realizzata entro il 30 settembre 1976, la Commissione preparatoria istituita da questa Conferenza riunirà, entro il 31 gennaio 1977, gli Stati elencati nell'Allegato I. Tale riunione potrà, con delibera adottata dalla maggioranza dei due terzi per ciascuna categoria, ridurre l'ammontare sopra specificato; essa potrà altresì stipulare altre condizioni per l'apertura del presente accordo alla firma;

b) Gli Stati firmatari possono divenire Parti del presente Accordo depositando uno strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione; gli Stati non firmatari elencati nell'Allegato I possono divenire parti depositando uno strumento di adesione. Gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione depositati dagli Stati della categoria I o della categoria II stabiliranno l'ammontare della quota iniziale che lo Stato in causa s'impegna a versare. Le firme possono essere apposte e gli strumenti di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, depositati da detti Stati entro un anno dall'entrata in vigore del presente Accordo.

c) Gli Stati elencati nell'Allegato I che non siano divenuti Parti del presente Accordo entro un anno dalla sua entrata in vigore e gli Stati che non siano elencati nell'Allegato I possono divenire Parti al presente Accordo depositando uno strumento di adesione previa approvazione della loro ammissione quali Membri da parte del Consiglio dei Governatori.

Sezione 2. — *Depositario.*

a) Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite è Depositario del presente Accordo.

b) Il Depositario invierà le notifiche relative al presente Accordo:

i) entro un anno dalla sua entrata in vigore, agli Stati elencati nell'Allegato I, e, dopo la data di entrata in vigore, a tutti gli Stati Parti del presente Accordo, nonché a quelli la cui ammissione in qualità di Membri sarà stata approvata dal Consiglio dei Governatori;

ii) Alla Commissione preparatoria stabilita dalla Conferenza delle Nazioni Unite per la istituzione del Fondo, per tutta la durata della sua esistenza, e, in seguito, al Presidente.

Sezione 3. — *Entrata in vigore.*

a) Il presente Accordo entrerà in vigore non appena il Depositario avrà ricevuto strumenti di ratifica, accettazione, approvazione o adesione depositati da almeno sei Stati della Categoria I, sei della Categoria II e 24 della Categoria III, a condizione che tali strumenti siano stati depositati da Stati delle categorie I e II le cui quote iniziali, quali sono state stabilite in detti strumenti, rappresentino in totale almeno l'equivalente di 750 milioni di dollari USA (valore al 10 giugno 1976), e purché le condizioni di cui sopra siano osservate entro diciotto mesi dalla data in cui il presente Accordo verrà aperto alla firma, o a qualsiasi data ulteriore fissata dagli Stati aventi effettuato il deposito di tali strumenti entro il suddetto termine, con una maggioranza dei due terzi dei Membri di ciascuna categoria, e notificata al Depositario.

b) Per gli Stati che depositeranno uno strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione dopo l'entrata in vigore del presente Accordo, l'Accordo stesso entrerà in vigore alla data stessa del deposito.

Sezione 4. — *Riserve.*

Possono essere formulate riserve unicamente per quanto riguarda la Sezione 2 dell'articolo 11 del presente Accordo.

Sezione 5. — *Testi facenti fede.*

Il presente Accordo è redatto in inglese, arabo, spagnolo e francese, e ognuna delle versioni fa egualmente fede.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato il presente Accordo in un unico esemplare, nelle lingue inglese, araba, spagnola e francese.

ALLFGATO I

Parte Prima - Paesi che possono divenire Membri originari

I CATEGORIA:

Australia
Austria
Belgio
Canada
Danimarca
Finlandia
Francia
Germania (Rep. Fed. di)
Giappone
Irlanda
Italia
Lussemburgo
Norvegia
Nuova-Zelanda
Paesi-Bassi
Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord
Spagna
Stati Uniti d'America
Svezia
Svizzera

II CATEGORIA:

Algeria
Arabia Saudita
Emirati Arabi Uniti
Gabon
Indonesia
Iran
Iraq
Kuweit
Nigeria
Qatar
Repubblica Araba di Libia
Venezuela

III CATEGORIA:

Argentina
Bangladesh
Bolivia
Botswana

Brasile
Capo-Verde
Cile
Columbia
Congo
Costa Rica
Cuba
Egitto
El Salvador
Equador
Etiopia
Filippine
Giamaica
Ghana
Grecia
Guatemala
Guinea
Haiti
Honduras
India
Israele (1)
Jugoslavia
Kenya
Liberia
Mali
Malta
Marocco
Messico
Nicaragua
Pakistan
Panama
Papuasia-Nuova Guinea
Perù
Portogallo
Repubblica Araba di Siria
Repubblica di Corea
Repubblica Dominicana
Repubblica Unita del Camerun
Repubblica Unita di Tanzania
Romania
Rwanda
Senegal

---

(1) Per quanto si riferisce all'articolo 7, sezione 1, b), sull'impiego delle risorse del Fondo in favore dei « Paesi in via di sviluppo », il disposto di tale sezione non si applica a questo Paese, che non chiederà né riceverà mezzi finanziari dal Fondo.

Sierra Leone
Somalia
Suaziland
Sudan
Sri Lanka
Tchad
Tailandia
Tunisia
Turchia
Uganda
Uruguay
Zaire
Zambia

Segue: ALLEGATO I

Parte Seconda - Annunci di contributi iniziali (2)

Stati	Unità monetaria	Ammontare	Equivalente in DSP (3)
I CATEGORIA:			
Australia	Dollaro australiano	(a) 8.000.000	8.609.840
Austria	Dollaro USA	(a) 4.800.000	4.197.864
Belgio	Franco belga Dollaro USA	500.000.000 (a) 1.000.000	11.930.855
Canada	Dollaro canadese	(a) 33.000.000	29.497.446
Danimarca	Dollaro USA	(a) 7.500.000	6.559.163
Finlandia	Marco finlandese	(a) 12.000.000	2.692.320
Francia	Dollaro USA	25.000.000	21.863.875
Germania (Repubblica Federale di)	Dollaro USA	(a-b) 55.000.000	48.100.525
Giappone	Dollaro USA	(a) 55.000.000	48.100:525
Irlanda	Lira sterlina	(a) 570.000	883.335
Italia	Dollaro USA	(a) 25.000.000	21.863.875
Lussemburgo	D.T.S.	(a) 320.000	320.000
Norvegia	Corona norvegese Dollaro USA	(a) 75.000.000 9.981.851	20.612.228
Nuova-Zelanda	Dollaro neo-zelandese	(a) 2.000.000	1.721.998
Paesi Bassi	Fiorino Dollaro USA	100.000.000 3.000.000	34.594.265
Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord	Lira sterlina	18.000.000	27.894.780
Spagna	Dollaro USA	(c) 2.000.000	1.749.110
Stati Uniti d'America	Dollaro USA	200.000.000	174.911.000
Svezia	Corona svedese Dollaro USA	100.000.000 3.000.000	22.325.265
Svizzera	Franco svizzero	(a) 22.000.000	7.720.790
		Totale parziale...	496.149.059

---

(2) Con riserva dell'approvazione legislativa eventualmente necessaria.

(3) Diritti speciali di prelievo (DSP) del Fondo monetario internazionale, al valore del 10 giugno 1976. Gli equivalenti sono indicati a puro titolo informativo, in virtù della sezione 2 *a*) dell'articolo 5 dell'Accordo, rimanendo inteso che i contributi (quote) iniziali annunziati sono pagabili, conformemente alle disposizioni di cui alla sezione 2 *a*) dell'articolo 4 dell'Accordo, secondo l'ammontare e nella valuta specificati dagli Stati.

(a) Pagabile in tre quote.

(b) Ivi compreso un contributo supplementare di 3 milioni di dollari USA, annunciato con riserva delle modifiche di bilancio necessarie per l'esercizio 1977.

(c) Pagabile in due quote.

Segue: ALLEGATO I

Stati	Unità monetaria	Ammontare	Equivalente in DSP (3)
—	—	—	—
II CATEGORIA:			
Algeria . .	Dollaro USA	10.000.000	8.747.550
Arabia Saudita .	Dollaro USA	105.500.000	92.265.553
Emirati arabi uniti . .	Dollaro USA	16.500.000	14.430.158
Gabon . . .	Dollaro USA	500.000	437.278
Indonesia . .	Dollaro USA	1.250.000	1.093.194
Iran . .	Dollaro USA	124.750.000	109.100.736
Iraq	Dollaro USA	20.000.000	17.491.100
Kuweit .	Dollaro USA	36.000.000	31.483.980
Nigeria . . .	Dollaro USA	26.000.000	22.738.430
Qatar . .	Dollaro USA	9.000.000	7.870.995
Repubblica araba di Libia .	Dollaro USA	20.000.000	17.491.100
Venezuela .	Dollaro USA	66.000.000	57.720.630
		Totale parziale...	380.868.704

Segue: ALLEGATO I

Stati	Unità monetaria	Ammontare	Equivalente in DSP (3) — Valuta liberamente convertibile	Equivalente in DSP (3) — Valuta non liberamente convertibile
III CATEGORIA				
Argentina . . .	Peso argentino	(d) 240.000.000		1.499.237
Bangladesh .	Taka	Equivalente di $ USA 500.000		437.278
Cile	Dollaro USA	50.000	43.728	
Egitto . .	Lira egiziana	Equivalente di $ USA 300.000		262.367
Equador . . .	Dollaro USA	25.000	21.864	
Filippine . . .	Dollaro USA (f)	(f) 250.000	43.728	174.911
Ghana . . .	Dollaro USA	100.000	87.456	
Guinea . . .	Syli	(a) 25.000.000		1.012.145
Honduras . . .	Dollaro USA	25.000	21.864	
India	Dollaro USA	2.500.000	2.186.388	
	Rupia indiana	Equivalenti a $ USA 2.500.000		2.186.388
Israele . . .	Lira israeliana	Equivalente di $ USA (a-e) 150.000		131.183
Jugoslavia	Dinaro jugoslavo	Equivalente di $ USA 300.000		262.367
Kenya	Scellino ken.	Equivalente di $ USA 1.000.000		874.555
Messico .	Dollaro USA	5.000.000	4.372.775	
Nicaragua . .	Cordoba	200.000		24.894
Pakistan .	Dollaro USA	500.000	437.278	
	Rupia pak.	Equivalenti a $ USA 500.000		437.278

(d) Da utilizzarsi in territorio argentino per il pagamento di beni e servizi necessari al Fondo.

(e) Utilizzabili per assistenza tecnica.

(f) Di cui 200.000 dollari USA annunziati con riserva di conferma, dovendo essere confermate anche le modalità di pagamento e la valuta impiegata. Tale somma è stata quindi provvisoriamente registrata nella colonna delle valute non liberamente convertibili.

Segue: ALLEGATO I

Stati	Unità monetaria	Ammontare	Equivalente in DSP (3) Valuta liberamente convertibile	Valuta non liberamente convertibile
Repubblica Araba siriana . .	Lira siriana	500.000		111.409
Repubblica di Corea . . .	Dollaro USA	100.000	87.456	
	Won	Equivalenti a $ USA 100.000		87.456
Repubblica Unita di Tanzania . .	Scellino Tanz.	300.000		31.056
Repubblica Unita del Camerun .	Dollaro USA	10.000	8.746	
Romania . .	Leu	Equivalente di $ USA 1.000.000		874.555
Sierra Leone . .	Leone	20.000		15.497
Sri Lanka . . .	Dollaro USA	500.000	437.278	
	Rupia di Sri L.	Equivalenti a $ USA 500.000		437.278
Tailandia .	Dollaro USA	100.000	87.456	
Tunisia . . .	Dinaro tunis.	50.000		100.621
Turchia . .	Lira turca	Equivalente di $ USA 100.000		87.456
Uganda . . .	Scellino ugandese	200.000		20.832
		Totale parziale...	7.836.017	9.068.763

Totale in valuta liberamente convertibile (*) 884.853.780

Totale generale (valuta liberamente convertibile e non) 893.922.543

(*) Equivalente a dollari USA 1.011.776.023, al valore del 10 giugno 1976.

ALLEGATO II

RIPARTIZIONE DEI VOTI ED ELEZIONE DEI MEMBRI DEL CONSIGLIO D'AMMINISTRAZIONE

PARTE I. — CATEGORIA I.

Sotto-parte *A:* Ripartizione dei voti al Consiglio dei Governatori.

Sotto-parte *B:* Elezione dei membri del Consiglio di amministrazione e dei loro supplenti.

Sotto-parte *C:* Ripartizione dei voti nel Consiglio di amministrazione.

Sotto-parte *D:* Emendamenti.

PARTE II. — CATEGORIA II.

Sotto-parte *A:* Ripartizione dei voti al Consiglio dei Governatori.

Sotto-parte *B:* Elezione dei membri del Consiglio di amministrazione e dei loro supplenti.

Sotto-parte *C:* Ripartizione dei voti nel Consiglio di amministrazione.

Sotto-parte *D:* Emendamenti.

PARTE III. — CATEGORIA III.

Sotto-parte *A:* Ripartizione dei voti al Consiglio dei Governatori.

Sotto-parte *B:* Elezione dei membri del Consiglio di amministrazione e dei loro supplenti.

Sotto-parte *C:* Ripartizione dei voti nel Consiglio di amministrazione.

Sotto-parte *D:* Emendamenti.

PARTE I. — CATEGORIA I.

A. *Ripartizione dei voti al Consiglio dei Governatori.*

1. Il 17,5 per cento dei voti di cui dispone la Categoria I viene ripartito in egual misura tra i Membri di detta categoria.

2. L'82,5 per cento rimanente dei voti è ripartito tra i Membri della Categoria I in proporzione:

a) al contributo iniziale di ciascun Membro, quale esso è stato specificato nello strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione del Membro stesso e

b) ai contributi supplementari ed aumenti di contributi che ciascun Membro abbia versato conformemente alla Sezione 5 *c*) dell'articolo 4,

sul totale dei contributi dei Membri della Categoria I.

3. Per determinare il numero dei voti come dal paragrafo 2, i contributi vengono valutati in funzione del loro equivalente in diritti speciali di prelievo, all'atto dell'entrata in vigore dell'Accordo e, in seguito, ogni qualvolta l'ammontare totale dei contributi dei Membri appartenenti alla Categoria I si accresca per l'ammissione di un nuovo Membro di detta Categoria, e per il versamento di contributi supplementari da parte dei Membri della Categoria stessa.

4. Nel Consiglio dei Governatori, ogni Governatore che rappresenta un Membro della Categoria I, dispone dei voti attribuiti a quest'ultimo.

B. *Elezione dei membri del Consiglio di amministrazione e dei loro supplenti.*

1. Tutti i membri ed i loro supplenti eletti in seno al Consiglio di amministrazione dai Membri della Categoria I saranno in carica per la durata di tre anni, ivi compresi quelli eletti alla prima elezione del Consiglio di amministrazione.

2. Nel partecipare all'elezione dei membri del Consiglio di amministrazione che rappresentano i Membri della Categoria I, ciascun Governatore rappresentante uno di tali Membri può fare usufruire un unico candidato di tutti i voti di cui dispone il Membro che lo ha designato.

3. Se, per una votazione, il numero dei candidati è eguale a quello dei membri da eleggere, ogni candidato viene considerato eletto col numero dei suffragi raccolti in quella votazione.

4. *a*) Se, in una votazione, il numero dei candidati è superiore a quello dei membri da eleggere, vengono eletti i sei candidati che hanno raccolto il maggior numero di voti, essendo inteso che nessuno può essere eletto con meno del 9 per cento del totale dei voti attribuiti alla Categoria I.

b) Se, alla prima votazione, sono eletti sei membri, i voti espressi in favore dei candidati non eletti sono riportati a favore di quello tra i sei membri suddetti che viene scelto da ogni Governatore che disponga di tali voti.

5. Se il numero dei membri eletti al primo scrutinio è inferiore a sei, si procede ad una seconda votazione, da cui viene escluso, come non eleggibile, il membro che ha riportato il minor numero di voti nello scrutinio precedente. Possono votare, la seconda volta, soltanto:

a) i Governatori che hanno votato per la prima volta per un candidato non eletto e

b) i Governatori che hanno votato per un membro eletto, e per i quali si possa considerare, conformemente al paragrafo 6, che hanno portato il numero di voti espressi a favore di tale membro a più del 15 per cento dei voti ammissibili.

6. *a*) Per determinare se sia o meno il caso di considerare che i voti dati da un Governatore ad un membro abbiano portato il totale dei suffragi raccolti da quest'ultimo a più del 15 per cento del totale dei voti ammissibili, conviene far figurare in questo 15 per cento, prima, i voti del Governatore che ha fornito il maggior numero di suffragi a detto membro, poi, i voti di quello che ha dato al membro stesso il maggior numero di suffragi immediatamente dopo il Governatore predetto, e via di seguito, sino a raggiungere la proporzione del 15 per cento.

b) Se, in una votazione, più Governatori che dispongano di uno stesso numero di voti avranno votato per lo stesso candidato, o se si potrà considerare che i suffragi di uno o più Governatori - ma non di tutti - abbiano portato il totale dei voti a più del 15 per cento dei suffragi ammissibili, il Governatore ammesso ad esprimersi nella votazione successiva verrà sorteggiato.

7. Si presuppone che ogni Governatore del quale un dato numero di voti debba essere preso in considerazione per far sì che il totale dei suffragi raccolti da un membro qualsiasi raggiunga più del 12 per cento, dia tutti i suoi voti allo stesso membro, anche se il totale dei suffragi ottenuti da questi in tal modo sorpassa il 15 per cento.

8. Se, dopo il secondo scrutinio, il numero dei membri eletti è inferiore a sei, si procede, in base alle norme sopraindicate, ad un nuovo scrutinio, fino all'elezione di sei membri; tuttavia, se sono eletti cinque membri, il sesto può essere designato con la maggioranza relativa dei voti rimanenti; egli è considerato eletto con la totalità di tali voti.

9. Ogni membro eletto in seno al Consiglio di amministrazione può designare il proprio supplente tra i Membri i cui voti si reputi abbiano portato alla sua elezione.

C. *Ripartizione dei voti nel Consiglio di amministrazione.*

1. Ogni membro eletto nel Consigilo di amministrazione da uno o più Governatori rappresentanti uno o più Membri della Categoria I dispone del numero di voti attribuiti a quello o quei Membri. Quando un membro (eletto al Consiglio d'amministrazione) rappresenta più Membri (del Fondo), può utilizzare separatamente i voti dei suddetti.

2. Se i diritti di voto di un Membro della Categoria I cambiano nell'intervallo tra le elezioni di membri del Consiglio di amministrazione:

a) non ne risulta alcun cambiamento tra questi membri;

b) i diritti di voto di ogni membro del Consiglio di amministrazione sono modificati a partire dalla data effettiva del cambiamento dei diritti di voto del Membro o dei Membri che egli rappresenta;

c) il Governatore di un nuovo Membro appartenente alla Categoria I può designare un membro già in carica nel Consiglio di amministrazione, quale proprio rappresentante, ed utilizzare i voti di cui egli dispone sino alla successiva elezione di membri del Consiglio stesso. Durante tale periodo, un membro in tal modo designato è considerato come eletto dal Governatore suddetto.

D. *Emendamenti.*

1. I Governatori rappresentanti di Membri della Categoria I possono emendare all'unanimità le disposizioni delle « sotto-parti » *A* e *B*. Salvo diversa decisione, l'emendamento entra in vigore con effetto immediato. Il Presidente viene informato di ogni emendamento apportato alle « sotto-parti » *A* e *B*.

2. I Governatori rappresentanti di Membri della Categoria I possono emendare le disposizioni di cui alla « sotto-parte » *C* a condizione che una maggioranza del 75 per cento del complesso dei voti di cui dispongono si pronunzi a favore dell'emendamento. Salvo disposizioni contrarie, l'emendamento entra in vigore con effetto immediato. Il Presidente viene informato di ogni emendamento apportato alla « sotto-parte » *C*.

Parte II. — Categoria II.

A. *Ripartizione dei voti in seno al Consiglio dei Governatori.*

1. Il 25 per cento dei voti della Categoria II vengono distribuiti in egual misura tra i membri di detta categoria.

2. I rimanenti voti - cioè il 75 per cento - vengono ripartiti tra Membri della Categoria II nelle stesse proporzioni di quelle esistenti tra i contributi forniti da ciascuno dei Membri (in applicazione della Sezione 5 *c*) dell'articolo 4) e l'ammontare totale dei contributi dei Membri della Categoria II.

3. In seno al Consiglio dei Governatori, ciascun Governatore che rappresenti un Membro della Categoria II utilizza i voti attribuiti al Membro stesso.

B. *Elezione dei membri dei Consiglio di amministrazione e dei loro supplenti.*

1. Tutti i membri e membri-supplenti del Consiglio di amministrazione appartenenti alla Categoria II saranno in carica per una durata di tre anni, ivi compresi coloro che saranno designati nella prima elezione del Consiglio di amministrazione.

2. Ogni candidato alla carica di membro del Consiglio di amministrazione può, previa consultazione di tutti gli altri Membri della Categoria II, concordare con un altro Membro di detta categoria la presentazione della candidatura di quest'ultimo al posto di supplente del primo candidato. I suffragi espressi a favore del candidato alla carica di membro (del Consiglio) vengono egualmente calcolati a favore del suo supplente.

3. Per l'elezione dei membri e dei supplenti del Consiglio di amministrazione, ciascun Governatore fa usufruire i suoi candidati di tutti i voti di cui dispone il Membro che lo ha designato.

4. Se, in una votazione, il numero dei candidati che hanno ottenuto dei voti:

a) è eguale al numero dei posti da coprire, tali candidati sono tutti considerati eletti;

b) è inferiore al numero di posti da coprire, tali candidati sono considerati tutti eletti ed avranno luogo ulteriori votazioni per coprire i posti ancora vacanti;

c) è superiore a quello dei posti da coprire, il candidato (o i candidati che abbiano ottenuto lo stesso numero di voti) che abbia ottenuto il minor numero di voti, vengono eliminati e, se il numero degli altri candidati che abbiano ottenuto voti:

i) è eguale al numero dei posti da coprire, detti candidati sono tutti considerati eletti;

ii) è inferiore al numero dei posti da coprire, detti candidati sono tutti considerati eletti e ulteriori votazioni si terranno per coprire i posti rimasti vacanti; la partecipazione alle predette votazioni ulteriori sarà limitata ai Governatori che non abbiano votato per un membro risultato eletto;

iii) è superiore al numero di posti da coprire, avranno luogo votazioni ulteriori; la partecipazione a tali votazioni ulteriori è limitata ai Governatori che non abbiano votato per un membro già eletto.

C. *Ripartizione dei voti in seno al Consiglio di amministrazione.*

1. Nel Consiglio di amministrazione, un membro eletto da uno o più Governatori rappresentanti uno o più Membri della Categoria II utilizza i voti attribuiti a quel Membro o a quei Membri stessi. Un membro del Consiglio di amministrazione rappresentante più di un Membro può utilizzare separatamente i voti dei Membri che egli rappresenta.

2. Se i diritti di voto di un Membro della Categoria II vengono modificati tra le date previste per l'elezione dei membri del Consiglio d'amministrazione:

a) non ne risulta alcun cambiamento tra detti membri;

b) i diritti di voto di un membro del Consiglio di amministrazione sono conseguentemente modificati a partire dalla data effettiva di cambiamento dei diritti di voto del Membro o dei Membri che egli rappresenta;

c) il Governatore di un nuovo Membro della Categoria II puo designare un membro già in funzione presso il Consiglio di amministrazione, quale proprio rappresentante, e utilizzare i voti di cui dispone sino alla successiva elezione di membri del Consiglio. Durante tale periodo, un membro in tal modo designato viene considerato come eletto dal suddetto Governatore.

D. *Emendamenti.*

1. Le disposizioni di cui alle Sezioni *A-D* possono essere emendate con una votazione dei Governatori che rappresentino i due terzi dei Membri della Categoria II i cui contributi (forniti in applicazione della

Sezione 5 *c*) dell'articolo 4) costituiscano il 70 per cento dei contributi di tutti i Membri della Categoria. Ogni emendamento sarà portato a conoscenza del Presidente.

PARTE III. — CATEGORIA III.

A. *Ripartizione dei voti in seno al Consiglio dei Governatori.*

I 600 voti della Categoria III sono suddivisi in parti eguali tra i Membri di tale Categoria.

B. *Elezione dei membri del Consiglio di amministrazione e dei loro supplenti.*

1. Dei sei membri e sei supplenti del Consiglio di amministrazione eletti tra i Membri della Categoria III, due membri e due supplenti provengono da ognuna delle zone dell'Africa, dell'America Latina e dell'Asia, quali esse sono state riconosciute, secondo la prassi della Conferenza delle Nazioni Unite sul Commercio e lo Sviluppo.

2. Le modalità di elezione dei membri del Consiglio di amministrazione ed i loro supplenti per la Categoria III, in virtù della Sezione 5 *a*) dell'articolo 6 dell'Accordo, e, a norma della Sezione 5 *b*) di tale articolo, la durata in carica di detti membri e supplenti, eletti alla prima votazione, vengono definite sia, prima dell'entrata in vigore dell'Accordo stesso, dalla maggioranza relativa degli Stati che figurano, nella Parte I dell'Allegato I, come Stati che possono divenire Membri della Categoria III, sia, dopo l'entrata in vigore dell'Accordo, con la maggioranza relativa dei Membri della Categoria III.

C. *Ripartizione dei voti in seno al Consiglio di amministrazione.*

Nel Consiglio di amministrazione, ogni membro della Categoria III dispone di 100 voti.

D. *Emendamenti.*

La « sotto-parte » *B* può essere modificata, talvolta, con decisione presa dalla maggioranza dei due terzi dei Membri della Categoria III. Ogni emendamento deve essere portato a conoscenza del Presidente.

ANTONIO SESSA, *direttore* — DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

(7651189/4) Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - S.